



# EISA

## Rapport Annuel

# 2008



# Table des Matières

A propos de EISA	1
Conseil d'Administration	2
Message du Président	2
Rapport du Directeur Exécutif	5
<b>PROGRAMMES</b>	<b>8</b>
Institutions et Processus de Gouvernance	10
<i>Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs</i>	12
<i>Programme de Gouvernance Locale</i>	14
<i>Soutien aux Partis politiques</i>	18
<i>Consolidation législative</i>	22
Elections et Processus politiques	26
<b>OPERATIONS</b>	<b>37</b>
Technologie de l'Information et de la Communication	38
Publications et Bibliothèque	42
<b>BUREAUX NATIONAUX</b>	<b>45</b>
Côte d'Ivoire	46
République Démocratique du Congo	49
Madagascar	54
Mozambique	60
Soudan	66
<b>FINANCES ET ADMINISTRATION</b>	<b>68</b>
<i>Etats financiers</i>	70
<i>Membres du Personnel</i>	72
<i>Donateurs de EISA</i>	73



# Au sujet de l'EISA

## Notre Vision

La gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme et la participation des citoyens préservés dans un climat de paix en Afrique.

## Notre Mission

L'excellence dans la promotion des élections crédibles, la démocratie participative, la culture des droits de l'homme et le renforcement des institutions de gouvernance pour la consolidation de la démocratie en Afrique.

## Type d'Organisation

EISA est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont le domaine d'action porte sur les élections, la démocratie et la gouvernance en Afrique.

## Date de création

Juillet 1996.

## Nos Partenaires

Les organismes de gestion des élections, les partis politiques, les organisations de la société civile, les structures administratives locales, les parlements, les départements ministériels ou les administrations publiques, les organisations panafricaines, les organisations inter-étatiques régionales et sous-régionales et les donateurs.

## Notre Approche

Par le truchement de partenariats novateurs basés sur la confiance, l'EISA conçoit et exécute à travers le continent africain et au-delà, des activités de renforcement des capacités mutuellement bénéfiques, visant à améliorer toutes les interventions des partenaires dans le domaine des élections, de la démocratie et de la gouvernance.

## Notre Structure

EISA se compose de la façon suivante :

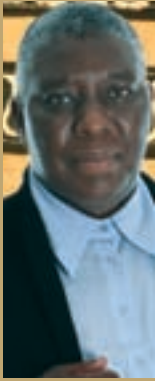
- un Conseil d'Administration composé de personnalités du continent africain et des Européens. Le Conseil d'Administration adopte les orientations stratégiques et assure la responsabilité et le contrôle financiers. Le parrain d'EISA est Sir Ketumile Masire, l'ancien Président du Botswana.
- un Directeur Exécutif, soutenu par un Département financier et administratif et une Unité de Technologie de l'Information et de la Communication.
- deux directions, l'une chargée des Programmes et l'autre des Opérations

Globalement, les programmes de EISA portent sur:

- Le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs
- La Gouvernance Locale
- L'Appui aux Partis politiques
- Le renforcement législatif
- Les Processus électoraux et politiques
- La Consultation et les Services électoraux

EISA fonctionne avec un personnel de base provenant du continent africain. L'organisation engage des experts régionaux, continentaux et internationaux en consultations électorales, démocratie et gouvernance pour soutenir ses activités.

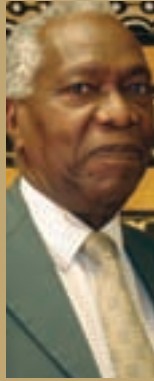
# Le Conseil d'Administration



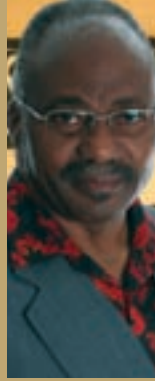
Justice Anastazia Msosa



Prof Jorgen Elklit



Justice Lewis Makame



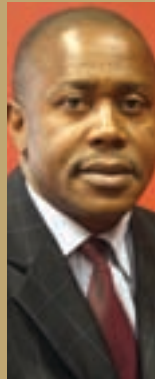
Prof Peter H Katjavivi



Dr Gloria Somolekae



Leshele Thoahlane



Denis Kadima



Ilona Tip



Steve Godfrey



## Message du Président

L'année 2008 a été couronnée de succès pour l'EISA du fait que la mise en œuvre des recommandations de l'année précédente dans le domaine de la gouvernance d'entreprise ainsi que des programmes pour aboutir à une position financière stable et pour attirer davantage de partenaires dans un environnement qui évolue vite.

Il faut noter en particulier, quant à la gouvernance d'entreprise de l'EISA : l'introduction de nouvelles procédures de passation des marchés, la mise à jour des politiques financières, l'adoption d'une politique de déontologie et la mise en œuvre de la Charte du Conseil d'Administration de EISA.



En outre, l'adoption par EISA de deux objectifs stratégiques clés a permis de guider le travail des programmes de l'EISA et assuré la cohérence et la consistance au siège social, et dans les bureaux extérieurs. Ces objectifs sont " le renforcement des processus de gouvernance et des institutions représentatives afin de promouvoir la démocratie participative" (Objectif stratégique 1) et "la consolidation de l'autorité et la crédibilité de l'EISA, dans le domaine de la Démocratie & de la Gouvernance en Afrique" (Objectif stratégique 2).

En accord avec ces changements, l'EISA a approfondi ses travaux avec les institutions panafricaines telles que la Commission de l'Union Africaine et le Parlement Panafricain avec lesquels des Protocoles d'Accord ont été signés. L'EISA a aussi ouvert deux bureaux nationaux supplémentaires au Soudan et en Côte d'Ivoire pour soutenir les organisations non gouvernementales, les organisations communes de base et les confessions religieuses, impliquées dans les processus électoraux. EISA a aussi remporté l'appel d'offres mondial et très compétitif de DFID pour l'exécution des programmes du Fonds de Gouvernance et de Transparence pour la République Démocratique du Congo. L'EISA a commencé la mise en œuvre de ce programme en République Démocratique du Congo au cours du dernier trimestre de l'année 2008.

L'élargissement du champ de travail de EISA dans les domaines suivants : Mécanisme Africain de l'Evaluation par les Pairs, Développement des Partis Politiques et Renforcement des Capacités Parlementaires a conduit à la transformation progressive des programmes pilotes en des domaines de compétence à part entière de l'organisation.

Deux membres du Conseil, qui avaient servi l'EISA avec beaucoup de dévouement ont pris leur retraite à la fin de leur mandat. Mr Steven Godfrey et le Professeur Peter Katjavivi ont servi EISA pendant respectivement douze et huit ans. Nous remercions ces deux anciens membres du Conseil pour leur contribution à la croissance et au succès de EISA. En 2009 le Conseil d'Administration de EISA accueillera trois nouveaux membres, à savoir, Mr Yusuf Aboobaker (Président de la Commission de Contrôle Electoral de l'île Maurice),

le Dr Christiana Thorpe (Présidente de la Commission Electorale de la Sierra Leone) et le Dr Muzong Kodi (Membre de Chatham House).

Au nom du Conseil d'Administration, nous souhaitons exprimer nos sincères remerciements à nos donateurs et partenaires pour leur coopération au cours de l'année 2008. Nous nous efforcerons de resserrer ces relations fructueuses en 2009 et au-delà.

**Mr. A.L Thoahlane,**  
Président du Conseil de EISA  
Décembre 2008

# Directeur



Directeur Exécutif - Denis K. Kadima



Zahira Seedat







## Rapport du Directeur Exécutif

Au cours de l'année 2008, plusieurs étapes importantes ont été franchies. EISA a organisé une vaste campagne de mobilisation de fonds qui, combinée avec le respect strict des recommandations des audits et l'adoption de systèmes de contrôle financiers, a amélioré la situation financière de l'organisation et lui a permis de mettre en œuvre systématiquement sa nouvelle vision, mission et stratégie.

EISA est passée à la vitesse supérieure et a mis en œuvre efficacement ses stratégies annuelles multiples en développant et en réalisant de vastes programmes au niveau national, sous-régional et panafricain. La satisfaction des partenaires est la preuve que l'organisation a amélioré sa capacité à répondre aux besoins exprimés par un nombre croissant de partenaires au-delà des frontières de la

sous-région d'Afrique Australe. La mise en œuvre réussie des programmes dans un champ de travail qui s'est élargi considérablement du point de vue géographique, a donné à EISA sa dimension continentale.

En accord avec l'objectif stratégique de EISA d' "améliorer les processus électoraux pour assurer leur crédibilité et leur légitimité", le programme des élections a poursuivi efficacement son approche sur deux fronts

- investir les nouveaux domaines de travail électoral
- approfondir ses activités traditionnelles dans le domaine de l'observation des scrutins et de l'assistance électorale pour satisfaire les besoins des parties prenantes principales. Ces parties



sont les organismes nationaux de gestion des élections, les organisations de la société civile et les partis politiques.

Le programme électoral a aussi soutenu les institutions régionales et panafricaines, telles que la Commission de l'Union Africaine, le Parlement Panafricain (PAP) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) dans l'observation des élections. En 2008, EISA a déployé les premières missions d'observateurs d'élections composées des membres de la société civile provenant des cinq sous-régions du continent africain. La mise en action des missions d'observateurs d'élections de EISA et/ou le soutien aux missions d'observateurs du PAP en mars et juin (Zimbabwe), en Septembre (Angola et Swaziland) et en Décembre (Ghana) représentent des moments importants pour son programme électoral de 2008.

Conformément à son objectif stratégique de "renforcement des capacités des institutions de gouvernance pour assurer des processus démocratiques durables, efficaces et accessibles", l'EISA a complété avec succès deux projets pilotes dans de nouveaux domaines de travail, à savoir le projet de Renforcement des Capacités du pouvoir législatif et le projet d'Appui aux Partis politiques. Le Programme pilote de Renforcement des Capacités du pouvoir législatif a été mis en application avec succès en République Démocratique du Congo (RDC) et à Madagascar en 2008. Le programme a couvert trois domaines principaux:

- renforcer les capacités des parlements nationaux en vue de l'exercice efficace de leur rôle législatif de représentation et de surveillance.
- développer la capacité des organisations nationales de la société civile à participer aux processus parlementaires; et à organiser des interactions et dialogues sur les politiques

nationales entre les parlementaires et les OSC. En ayant réussi à développer les capacités des parlementaires et des OSC au moyen de nos activités, le programme a offert aux bénéficiaires une approche viable basée sur la recherche d'un partenariat fructueux, consensuel et constructif pour la promotion de la gouvernance participative.

Par ailleurs, le projet d'Appui aux Partis politiques a permis une série de formations techniques orientées vers l'amélioration des capacités structurelles, organisationnelles et stratégiques des partis, dans des pays sélectionnés tels que le Lesotho, l'Afrique du Sud et le Soudan.

Le même objectif stratégique a été poursuivi en soutenant de façon continue les partenaires dans le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) et dans les domaines de la Décentralisation et la gouvernance locale. Le projet du MAEP s'est développé petit à petit d'un projet pilote à un programme à part entière. L'équipe du MAEP a pris part à la Mission d'Evaluation Nationale de l'Ouganda en Février 2008 et a organisé une conférence continentale au Mozambique en Octobre 2008 qui a rassemblé les parties prenantes clés du MAEP. Ces travaux ont placé de façon significative EISA parmi les Organisations de la Société Civile importantes du processus du MAEP.

En ce qui concerne la gouvernance locale, EISA a continué à développer la démocratie directe au niveau local par le truchement de son travail avec les OSC. Le travail de décentralisation et de gouvernance locale a eu lieu surtout en Afrique du Sud et en RDC, avec un centre d'intérêt différent dans chaque pays. L'EISA a aussi œuvré avec le Département Sud-Africain de la Décentralisation pour soutenir le travail de décentralisation en RDC, par le biais de son bureau national en RDC.



Les bureaux nationaux de EISA ont œuvré dans le domaine des élections, du MAEP, du renforcement des capacités du pouvoir législatif, de la gouvernance locale et des partis politiques, contribuant ainsi aux objectifs stratégiques de l'organisation.

En plus des domaines du programme ci-dessus, le bureau de EISA-RDC a été le premier à engager l'institution dans la lutte contre la corruption, qui se focalise sur le renforcement du rôle des OSC dans la promotion de la gouvernance responsable, transparente et qui agit comme un mécanisme d'alerte rapide, dans une collaboration avec des institutions publiques et d'autres parties prenantes. En 2008, l'EISA a été l'une des rares organisations à recevoir les prestigieux Fonds de Gouvernance et de Transparence pour la lutte contre la corruption en RDC.

EISA-Madagascar a, pour sa part, continué à soutenir la parité du genre en essayant d'améliorer la représentation et la participation des femmes dans les processus politiques et électoraux.

Pour la première fois, EISA-Mozambique a essayé de nouvelles méthodologies au cours des élections locales de 2008 permettant la transparence et la crédibilité des élections, au moyen d'expériences pilotes sur le comptage parallèle des votes. C'est un système qui permet de déployer des observateurs dans un échantillon de bureau de vote et de comparer les résultats de ces bureaux de vote avec ceux proclamés par l'organe en charge des élections.

L'EISA a ouvert un bureau en Côte d'Ivoire en Septembre 2008 pour mettre en œuvre un projet visant à fournir un appui technique aux organisations de la société civile ivoirienne dans le domaine de l'observation des élections. Le projet vise particulièrement à renforcer la capacité des organisations de la société civile dans le domaine de

la surveillance des élections et sera plus opérationnel en 2009, si es élections prévues se déroulent cette année-là. EISA a aussi ouvert un bureau temporaire au Soudan pour entreprendre un travail sur l'origine des conflits au Soudan, afin d'obtenir une meilleure compréhension des conflits du pays. Le résultat de ce projet guidera le développement d'un programme de soutien pour les prochaines élections et posera les fondations pour la gestion des conflits à long terme et un programme de prévention.

Plusieurs autres étapes seront atteintes en 2009. Elles comprennent l'ouverture du bureau du Tchad par suite de l'attribution du contrat de l'Union européenne, suite à l'appel d'offres organisé par cette institution et remporté par EISA pour l'appui à la surveillance des élections nationales.

En 2009, les projets de EISA d'Appui aux partis politiques et de renforcement des capacités du pouvoir législatif deviendront des programmes à part entière.

L'EISA remercie ses donateurs pour leur soutien financier et leurs conseils. Notre gratitude s'étend également à nos partenaires nationaux, sous-régionaux et panafricains pour leur coopération. Nous attendons avec impatience la consolidation de ce travail en 2009 pour l'avancement de la démocratie et une gouvernance responsable en Afrique.

**Denis Kadima,**  
Directeur exécutif  
Décembre 2008

# Programmes

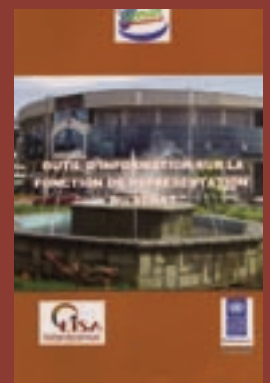
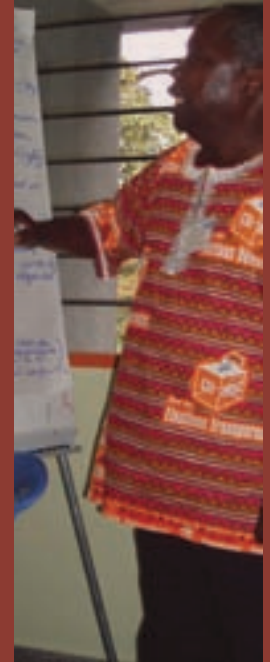


Directeur des programmes - Khabele Matlosa



Kedibone Tyeda





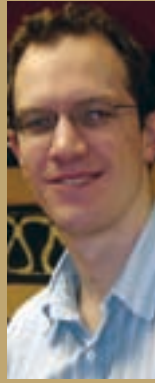
# Programmes



# Institutions et processus de Gouvernance



Catherine Musuva



Grant Masterson



Victor Shale



Maureen Moloji



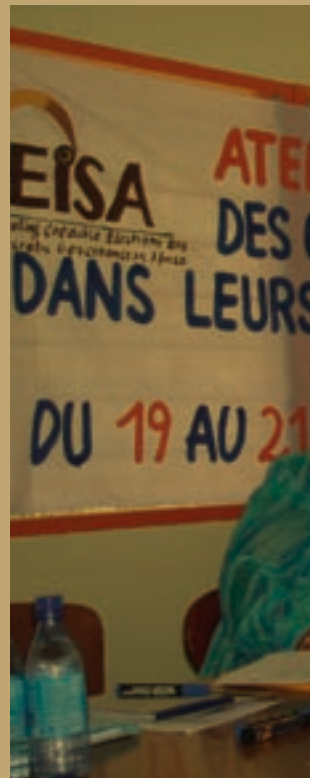
Nkgakong Mokonyane



Bertha Chiroro

## Personnel

- Grant Masterson
- Maureen Moloji
- Themba Nkwinika
- Victor Shale
- Catherine Musuva
- Nkgakong Mokonyane
- Bertha Chiroro



## Institutions et processus de Gouvernance





3<sup>ème</sup> Symposium du MAEP, Mozambique, Octobre 2008

## Le Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs

### Vue d'Ensemble

En 2008, la participation de l'EISA au Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) est passée du stade d'interventions ponctuelles à cette initiative au stade de programme plus holistique, visant particulièrement à améliorer la participation des Organisations de la Société Civile (OSC) au processus du MAEP aux niveaux nationaux. L'année 2008 a aussi été très fructueuse pour EISA en ce qui concerne sa participation et son appui aux institutions continentales du MAEP. Le Dr. Khabele Matlosa a participé à la Mission d'Évaluation nationale de l'Ouganda en Février 2008 et au 3<sup>ème</sup> Symposium annuel de l'EISA, qui a eu lieu à Maputo, au Mozambique, en Octobre 2008, et a renforcé le niveau de coopération qui existait entre EISA et le Secrétariat du MAEP. Le Symposium a été une rencontre continentale ainsi qu'un pas décisif

pour le positionnement de EISA au premier plan de la participation de la société civile au MAEP.

### Activités

#### 3<sup>ème</sup> Symposium annuel de l'EISA

Après la conclusion de l'accord d'une subvention en Mai 2008, l'activité principale de 2008 a été le 3<sup>ème</sup> Symposium annuel de EISA, visant à promouvoir une discussion plus appuyée sur le MAEP au sein de la société civile et des parties prenantes à cette initiative. Le Symposium a été confronté à de nombreux défis, en particulier l'organisation non initialement prévue d'un Sommet extraordinaire du MAEP à Cotonou, au Benin, juste deux jours après le Symposium de l'EISA. Cette coïncidence fâcheuse

a occasionné la perturbation du programme original du symposium de l'EISA. Néanmoins, en dépit de la proximité des calendriers des deux manifestations, la vaste majorité des invités au Symposium ont répondu présents.

Le Symposium a eu pour résultat important la création d'un forum structuré des OSC participant au MAEP au niveau continental, visant à améliorer la circulation des informations sur les activités du MAEP, parmi les membres du forum. La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), l'une des organisations partenaires stratégiques du MAEP, a aussi pris l'initiative d'accueillir une réunion de suivi à Addis-Abeba en février 2009 pour poursuivre la discussion qui a été initié lors du Symposium.

### Assistance technique aux processus du MAEP

Au cours de cette année l'EISA a reçu plusieurs demandes d'assistance technique de la part de différentes organisations concernant le MAEP et les questions de gouvernance émanant de ce Mécanisme. La plus importante assistance a été la participation du Directeur des Programmes de EISA, le Dr. Khabele Matlosa, à la Mission d'Evaluation nationale de l'Ouganda, qui a eu lieu du 3 au 24 février 2008. Le Dr. Matlosa a pris part à la mission en temps qu'expert dans le domaine thématique de la Démocratie et de la Gouvernance politique.

Au cours de l'année, EISA a aussi reçu plusieurs demandes de services consultance de la part d'organisations de la société civile d'Afrique du Sud, de Tanzanie, du Kenya et du Malawi.

## Réalisations

The main achievement for 2008 was the successful La réalisation principale de 2008 a été le Symposium réussi, qui a rassemblé les parties prenantes clés dans le processus du MAEP et fourni une plateforme aux parties prenantes pour interroger et critiquer les succès et les défis du processus du MAEP. Le Symposium a aussi permis la création d'un forum d'OSC.

## Présentation des Projets pour 2009

En 2009, le programme du MAEP approfondira sa participation dans les processus émergents du MAEP en Zambie, en Ile Maurice et en Tanzanie, par des missions d'information dans ces pays, des interventions conçues spécifiquement et des conférences dans chaque pays et en développant une méthodologie de contrôle du MAEP pour la société civile dans les pays où le processus du MAEP est parfaitement opérationnel. Ces activités s'ajouteront à l'assistance continue de EISA au processus du MAEP en Afrique du Sud et au Mozambique, où l'organisation continuera à soutenir les efforts pour contrôler et évaluer l'impact des réformes du MAEP dans ces états.



Programme d'Assistance à la société civile : Atelier de formation, Août, 2008, Mpumalanga, Afrique du Sud

# Gouvernance Locale Programme

## Vue d'Ensemble

L'année 2008 a bénéficié du progrès réalisé par le Programme de Gouvernance locale en 2007 avec la continuation du Programme d'assistance à la Société civile (CSSP) dans la Municipalité d'Ehlanzeni et son extension à la Municipalité de Nkangala, toutes deux dans la Province du Mpumalanga, en Afrique du Sud. Par le truchement de ce programme, EISA a continué à développer la démocratie directe au niveau local grâce à son travail avec les OSC.

Un certain nombre d'outils utiles ont été développés en 2008 pour assister les OSC dans leurs efforts de jouer un rôle plus actif dans les processus de gouvernance locale, en développant une méthode d'évaluation des performances des municipalités dit score municipal et un kit d'outils de plaidoyer pour les OSC.

Le programme a été mis en œuvre par M. Themba Nkwinika (Chef de Programme) et ensuite par la Coordinatrice de Projet, Mme Maureen Moloji, qui est en charge de ce programme.

## Activités

### Programme d'Assistance à la Société civile (CSSP)

#### Formation

La formation a été entreprise conjointement par EISA, la DED (Agence allemande de Développement) et le Forum de la Société civile du Mpumalanga (MCSF) au cours de deux ateliers. Le premier atelier de 2008 était un atelier d'évaluation du Programme d'Assistance à la Société civile (CSSP) et a eu lieu à Nelspruit du



18 au 20 avril 2008. L'atelier a souligné l'importance du CSSP et l'engagement des individus et des organisations qui y ont participé.

L'atelier a couvert les sujets suivants:

- Révision des activités des OSC: Remarques de Nkomazi et Mbombela.
- Evaluation de la Phase pilote: qui s'est concentrée sur:
  - 1) La composante formation; et
  - 2) le programme d'encadrement et les groupes de travail.
- Evaluation de la Phase pilote: l'examen de la participation des OSC aux processus municipaux, a permis de partager les expériences et de discuter.

Le deuxième atelier, qui traitait du plaidoyer et de la gouvernance locale pour le CSSP, a eu lieu à Ehlanzeni, à Mpumalanga le 30 octobre et le 1er novembre 2008 où l'on a mis à l'essai le kit d'utilisation pour la société civile. Des participants de treize OSC de Mbombela et de Nkomazi ont assisté à cet atelier. Celui-ci a permis aux participants d'utiliser le kit d'utilisation du plaidoyer et de traiter les sujets suivants:

- Le contexte du CSSP
- La feuille de score de la performance municipale
- Le kit d'utilisation du Plaidoyer des OSC.

Des rencontres consultatives ont eu lieu dans la Province du Cap Oriental avec des OSC dans les municipalités locales de Maletswai et de Gariiep, qui font partie du District de Ukhahlamba. Elles ont couvert un grand nombre d'OSC, comprenant les coordinateurs du VIH/SIDA et les coordinateurs du Développement économique local des municipalités

locales. Bien que EISA n'ait pas pu fournir de soutien financier continu, ces réunions, initiées et organisées par EISA, ont rassemblé les OSC locales et les représentants municipaux et ont permis un dialogue durable entre les parties prenantes clés.

## Feuille de barème de la Performance municipale

L'EISA a développé une feuille de barème qui sert d'instrument de contrôle de la société civile pour le plaidoyer sur les questions de gouvernance locale. C'est un apport innovant au programme car les organisations de la société civile peuvent utiliser la feuille de score pour mesurer la performance de leurs municipalités sur les questions visées. La feuille de score examine deux aspects clés qui font partie des compétences municipales fondamentales, c'est-à-dire la prestation de services et la gouvernance. Bien que la feuille de score se concentre à présent sur la prestation de services et les questions de gouvernance, elle est facile à utiliser et peut être adaptée pour satisfaire les besoins futurs de la société civile. A l'heure actuelle, elle est dirigée par les OSC de la municipalité de district d'Ehlanzeni.

Ce programme offre aussi une composante de mentorat, où les groupes de travail sont assistés par deux mentors (un pour chaque municipalité) pendant la mise en application de la feuille de score. Les mentors sont des personnes locales qui sont choisies parmi les OSC qui étaient engagées dans le CSSP et dirigent la mise en œuvre.

## Kit d'utilisation du Plaidoyer pour la Société civile

EISA a produit le kit d'utilisation afin que les OSC améliorent leurs savoirs pour participer à l'amélioration des prestations de leurs municipalités.



Les savoirs en question sont compris dans le kit d'utilisation sous forme de méthode de plaidoyer, d'habileté à négocier, de gestion des conflits, de leadership et de communication.

Le CSSP a été étendu aux municipalités locales d'Emalahleni et du Dr JS Moroka dans la municipalité de District de Nkangala au Mpumalanga à la fin 2008.

EISA estime que ce qui a été entrepris dans ce programme est un travail préparatoire important pour promouvoir la gouvernance responsable et transparente avec le développement de la feuille de barème et du kit d'utilisation du plaidoyer.

### **Développement du Niveau 3 de Qualification nationale pour les Conseillers municipaux.**

EISA a été chargé par l'Association sud-africaine des gouvernements locaux (SALGA) et par l'Agence allemande de Coopération Technique (GTZ) de développer neuf programmes de compétence pour la Qualification accréditée NQF Niveau 3 appelée "Pratiques pour les Conseillers des Gouvernements locaux". Huit programmes de compétence ont été achevés à la fin de 2008.

### **Réseau d'Apprentissage de la bonne Gouvernance**

L'EISA participe au réseau d'Apprentissage de la Bonne Gouvernance (GGLN), fondé en 2003 comme initiative pour rassembler les organisations de la société civile qui travaillent dans le domaine de la gouvernance locale en Afrique du Sud, pour tisser un réseau de relations et partager les informations et les leçons dans le but de renforcer la gouvernance locale dans une démocratie directe.

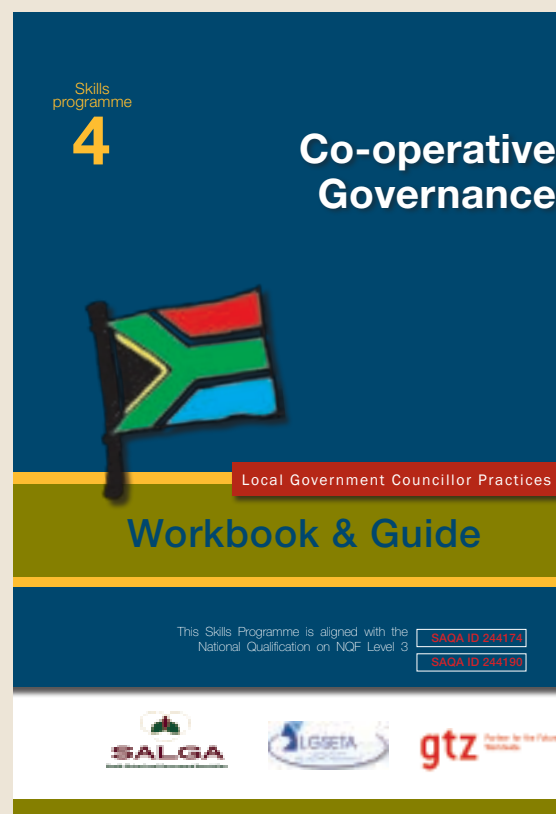
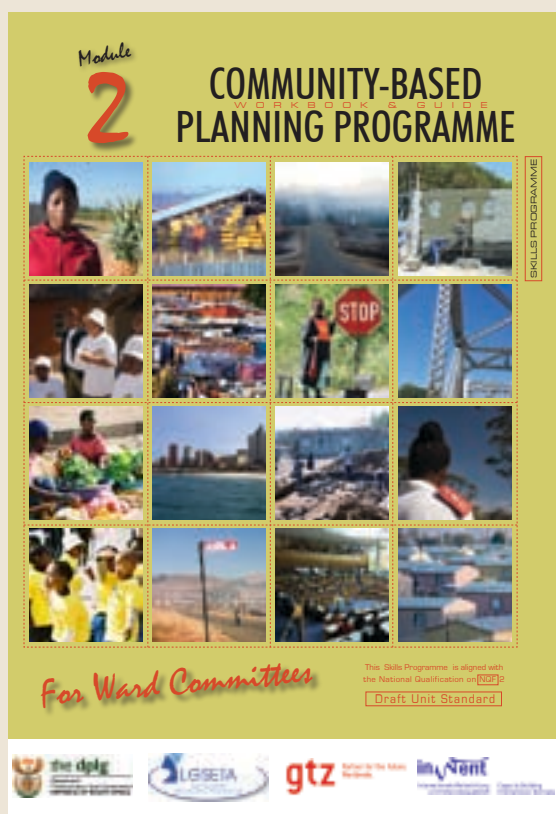
Depuis 2007, le Réseau s'est efforcé d'avoir un impact sur l'environnement de la gouvernance locale en Afrique du Sud au moyen d'un apprentissage collectif, de la recherche, de la dissémination de l'information et du plaidoyer. L'état du Projet de Recherche sur la Gouvernance locale a pour objectif de produire une évaluation des défis clés, des débats et des zones de progrès basés sur la société civile, en ce qui concerne la gouvernance et le développement au niveau local en Afrique du Sud, et de fournir aux décideurs du gouvernement local et aux praticiens des recommandations pratiques pour améliorer les politiques, les directives, les systèmes et interventions où cela est nécessaire. Le premier rapport du projet avec des contributions des organisations membres, titré "La Démocratie locale en Action: Une perspective de la Société civile sur la Gouvernance locale en Afrique du Sud" a été publié en 2008.

### **Réalisations**

L'approfondissement de la démocratie directe, grâce au CSSP au Mpumalanga dans le District d'Ehlanzeni et l'extension du programme à la municipalité de District de Nkangala, sont les réalisations principales de 2008. Grâce au CSSP, les OCS de la municipalité locale de Nkomazi ont développé une relation efficace et productive avec leur municipalité locale. Les instruments développés par EISA continueront à assister les OSC à participer et à s'engager plus profondément dans les processus de leur gouvernance locale.

## Présentation des Plans pour 2009

- Déploiement d'un projet de recherche évaluant les Finances de la gouvernance locale dans la SADC, une composante de la deuxième phase du Programme régional de EISA sur la consolidation de la Gouvernance démocratique dans la SADC.
- Le kit à Outils de Plaidoyer des OCS sera renforcé.
- Mise en œuvre de la feuille de score de performance municipale dans la municipalité de District de Nkangala.
- Extension du programme du CSSP à la municipalité de District Gert Sibande, au Mpumalanga.





Partis politiques en atelier de formation au siège de EISA, Afrique du Sud, 2008

## Appui aux partis politiques

### Vue d'Ensemble

Conformément aux Objectifs stratégiques de l'EISA de "renforcer les processus de gouvernance et les institutions représentatives afin de bien établir la démocratie participative", Le Département des Processus et des Institutions de Gouvernance (GIP) a réussi à mettre en œuvre trois projets dans le Programme des partis politiques. Ces projets sont les suivants :

- (1) "Renforcement des capacités des partis politiques au Soudan";
- (2) "Renforcement des capacités des partis politiques pour une Démocratie durable dans la région de la SADC : Phases II & III" (2006/7 et 2007/8); et
- (3) "Promotion de la Démocratie intra-partis au Lesotho". Dans ces trois projets, l'objectif était de promouvoir le développement des partis aux niveaux structurels, organisationnels et

stratégiques en renforçant le leadership par une plus grande inclusion des jeunes et des femmes et en renforçant les compétences des chefs des partis politiques afin de mieux exprimer et faire prévaloir les intérêts de leurs électeurs d'une manière efficace et démocratique.

Les activités effectuées en 2008 se sont concentrées sur les ateliers pour les partis au pouvoir et ceux de l'opposition au Lesotho, en Afrique du Sud et au Soudan. Par ailleurs, au moyen de partenariats avec d'autres organisations comme l'Institut des Pays-Bas pour la Démocratie pluripartite (NIMD), l'Université de Bergen (UiB), et le Centre international Chrétien Démocrate Suédois (KIC), EISA a contribué au renforcement capacités des partis politiques dans la région de la SADC et au-delà par le dialogue. Deux publications, un rapport de recherche sur les



relations inter-partis au Botswana et un Manuel du programme des partis politiques, ont aussi été publiées pendant la période couvrant le présent rapport.

## Activités

### 1. Développement du Matériel

1.1 Un Manuel du Programme des partis politiques a été élaboré et publié en juin 2008. Le manuel contient des informations complètes et précieuses sur les partis politiques et comprend six modules. Ce sont: les partis politiques; le leadership; l'assistance au public; les coalitions/alliances des partis; et la gestion des conflits.

1.2 Le Manuel du Programme des Partis politiques sert d'outil à partir duquel l'on peut développer des manuels et des présentations de formation. En 2008, deux manuels de formation, à savoir, "Gérer les conflits intra-partis et entre les partis au Lesotho" et "Promotion de la Démocratie Intra-partis au Lesotho," ont été élaborés pour le programme de Développement des Nations Unies (UNDP) et la Commission Electorale Indépendante du Lesotho (IEC) ainsi que pour le Conseil des Organisations Non Gouvernementales du Lesotho (LCN) et l'Initiative pour une Société Ouverte en Afrique australe (OSISA).

### 2. Renforcement des Partis politiques pour une Démocratie durable dans la Région de la SADC: Phase II

Une série d'ateliers a été organisée pour les partis au Lesotho et en Afrique du Sud au cours de la deuxième phase du projet de développement des compétences. C'était une continuation des ateliers

qui avaient été organisés au Botswana et au Swaziland en 2007. Cinq des partis politiques invités ont participé à l'atelier tenu au Gauteng, en Afrique du Sud en mai 2008 alors que 13 partis politiques ont assisté à la formation offerte au Lesotho en avril 2008. Voyez le Tableau 1 ci-dessous.

**Tableau 1:** Partis formés en en Afrique du Sud et au Lesotho en 2008

Partis formés en Afrique du Sud	Partis formés au Lesotho
Azania People's Organisation (AZAPO)	All Basotho Convention (ABC)
Democratic Alliance (DA)	Alliance of Congress Parties (ACP)
Inkatha Freedom Party (IFP)	Basotholand African Congress (BAC)
Socialist Party of Azania (SOPA)	Basotho-Batho Democratic Party (BBDP)
United Democratic Movement (UDM)	Basotho Democratic National Party (BDNP)
	Basotho National Party (BNP)
	Kopanang Basotho Party (KBP)
	Lesotho Congress for Democracy (LCD)
	Lesotho Education Party (LEP)
	MaremaTlou Freedom Party (MFP)
	Social Democratic Party (SDP)
	United Party (UP)
	National Independence Party (NIP)



### 3. Ateliers de Développement des Compétences au Soudan

EISA a organisé deux ateliers pour les partis politiques à Khartoum, au Soudan du 26 au 30 avril et du 15 au 17 juin 2008. Les ateliers avaient pour objectifs de renforcer la capacité des partis politiques à participer de façon constructive au processus électoral en leur fournissant les compétences et les connaissances appropriées au moyen d'informations théoriques, de débats et de séances pratiques interactives, à l'aide d'études de cas et de discussions. Environ 60 participants provenant des principaux partis ont assisté aux deux ateliers.

Ces ateliers faisaient partie d'une série d'ateliers organisés conjointement par un consortium comprenant EISA, L'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance électorale (IDEA), le Centre Parlementaire Canadien (CPC) et les Services des Partenaires au Développement (DPS) pour le développement des compétences des six partis politiques les plus importants du Soudan, de gauche, de centre et de droite. Ces partis sont indiqués dans le Tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 2:** Partis ayant suivi une formation au Soudan

<b>Noms des Partis politiques</b>
The Umma Party (UP)
Democratic Unionist Party (DUP)
Communist Party (CP)
National Congress Party (NCP)
Sudan Peoples Liberation Movement (SPLM)
People's Congress Party (PCP)

### 4. Renforcement des capacités des partis politiques pour une Démocratie durable dans la Région de la SADC: Phase III

Ce projet fait suite aux travaux de EISA sur les partis politiques mentionnés dans l'activité II. Il développera donc les activités de la Phase II.

#### 4.1 Atelier de développement des compétences en Afrique du Sud

Pendant cette période de rapport, l'EISA a organisé un atelier pour les partis politiques d'Afrique du Sud à Limpopo. En tout, 18 participants provenant de quatre partis ont suivi la formation. L'atelier était le premier d'une série d'ateliers de renforcement des capacités au niveau provincial, qui se sont échelonnés tout au long de 2008 et 2009 avant les élections provinciales et de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud en 2009.

#### 4.2 Ateliers de renforcement des capacités au Lesotho

EISA et le Conseil des Organisations Non Gouvernementales du Lesotho (LCN) ont conjointement organisé cinq ateliers de formation au Lesotho. Ceux-ci se sont tenus dans les districts de Maseru, Berea, Leribe, Butha-Buthe et Mokhotlong. Les ateliers ont eu lieu sous le projet "Promotion de la Démocratie Intra-Parti au Lesotho" qui développe les initiatives précédentes de EISA dans la phase II du projet. Les ateliers se concentrent sur des domaines thématiques tels que la représentation du genre et l'égalité des sexes au sein des partis politiques, l'organisation interne, la gestion et le fonctionnement des partis, les qualités de leadership dans les partis politiques ainsi que les conflits et la gestion des conflits. Environ 150 participants de 13 partis sur les 19 enregistrés au Lesotho ont assisté aux ateliers en 2008.



## 5. Gestion des Conflits intra-partis et entre les Partis au Lesotho

En plus des activités mentionnées ci-dessus au point 4.2, EISA a tenu un atelier de formation pour les partis politiques à Maseru en Octobre 2008. Intitulé "Gestion des conflits intra-partis et entre les partis au Lesotho", la formation visait à aider les partis du Lesotho à éviter, gérer et résoudre les conflits intra-partis et entre les partis. Les leaders des 19 partis enregistrés au Lesotho ont participé à l'atelier. Le personnel de la Commission Electorale Indépendante du Lesotho (IEC) et du PNUD du Lesotho y ont aussi assisté également.

### Réalisations

Le fait que des centaines de représentants des partis politiques aient été formés est une réussite en elle-même. La plupart des participants ont indiqué dans le bulletin d'évaluation de leur atelier que leurs compétences de leader et de campagne électorale ont été améliorées car les ateliers de formation leur ont apporté des informations et compétences qu'ils n'avaient pas auparavant. En Afrique du Sud par

exemple, certains participants ont été réélus dans la Législature provinciale de Gauteng et ils ont donné un rapport positif sur la formation qu'ils ont reçue de EISA.

Le matériel développé au cours de ce programme est à présent utilisé par les partis politiques comme matériel de référence quand ils conduisent leur propre éducation politique au sein de leurs partis respectifs. La plupart des partis ont en fait contacté EISA pour exprimer des demandes de formation complémentaires dans des domaines thématiques variés contenus dans le manuel du Programme pour les partis politiques.

Le Programme de EISA pour les Partis politiques a amélioré le dialogue entre les partis dirigeants et l'opposition au Lesotho, en Afrique du Sud et au Soudan grâce à son approche multipartite. Il a aussi créé une plateforme pour les structures souvent marginalisées au sein des partis telles que les ligues des femmes et des jeunes, afin qu'elles aient une meilleure intégration dans les structures des partis et que ceux-ci soient plus conscients du rôle de la femme et des jeunes.

Le délégué de l'UDM partageant son point de vue lors de la formation sur les partis politiques à Johannesburg en Afrique du Sud

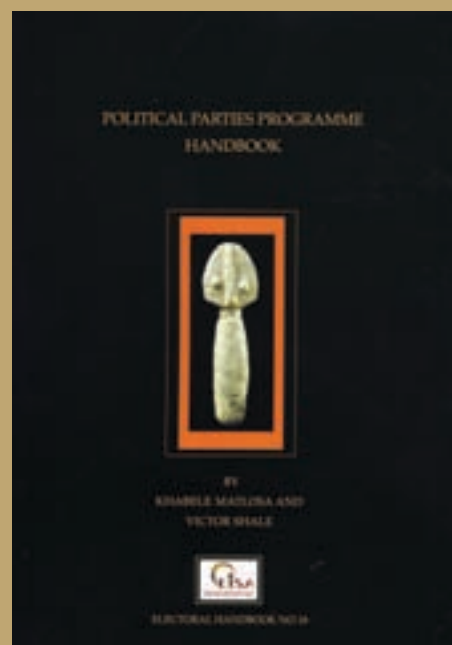




## Présentation des Projets pour 2009

D'autres ateliers de développement des compétences auront lieu dans les huit autres provinces (Nord Ouest, Mpumalanga, Free State, Cap du Nord, Cap de l'Ouest, Kwazulu-Natal, Gauteng et Cap de l'Est) en Afrique du Sud et au Botswana en 2009. De même, des ateliers de formation seront organisés dans les cinq autres districts (Qacha's Nek, Quthing, Mahale's Hoek, Mafeteng et Thaba-Tseka) au Lesotho sous le projet "Promotion de la Démocratie Intra-Parti au Lesotho". En 2009 des ateliers seront conjointement organisés avec l'Institut Namibien pour la Démocratie (NID) pour 13 partis politiques (dirigeants et de l'opposition) en Namibie, avant les élections Présidentielles et de l'Assemblée nationale qui auront lieu en novembre 2009.

Le travail sur les partis politiques demande un engagement continu avec les partis et ne peut donc pas être une activité temporaire et isolée. Par des initiatives continues, le Programme pour les partis politiques de EISA aura pour effet l'amélioration de la capacité institutionnelle des partis politiques d'Afrique de s'occuper non seulement de leurs activités internes quotidiennes, mais aussi de développer des stratégies efficaces pour les nombreux domaines thématiques contenus dans le Manuel du Programme pour les partis politiques de l'EISA. Le programme pour les Partis politiques sera étendu au reste du continent, en particulier dans les états d'Afrique dit « fragiles » et qui sortent de conflits.







les groupes de la société civile lors de l'atelier Relations Société civile - Parlement, Kinshasa, RDC

## Renforcement législatif

### Vue d'Ensemble

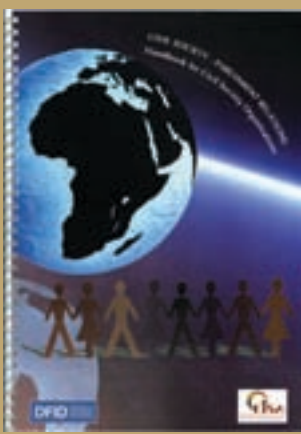
Le Programme de Renforcement des capacités du pouvoir législatif a été mis en œuvre avec succès en République Démocratique du Congo (DRC) et à Madagascar en 2008. Il s'efforce de satisfaire aux objectifs stratégiques de EISA de "renforcer les processus de gouvernance et les institutions représentatives afin d'établir une démocratie directe en Afrique". Le programme couvrait trois domaines principaux: i) renforcement de la capacité des parlements nationaux de remplir efficacement leur rôle législatif, de surveillance et de représentation; ii) développement de la capacité des OSC nationales de participer, et de contribuer aux processus parlementaires; et iii) organiser des discussions sur les politiques entre les parlementaires et les OSC pour encourager l'interaction entre les deux parties.

### Activités

Les activités du Programme étaient sous forme d'ateliers séparés de renforcements des capacités pour les parlementaires d'une part et les OSC nationales d'autre part, et des rencontres de discussions organisées entre les parlementaires et les OSC. Pour ses activités, l'EISA a aussi fait usage d'une équipe de spécialistes basés en RDC, à Madagascar et en Afrique du Sud, une ressource qu'elle continuera à utiliser au fur et à mesure que s'étendra le programme.

### Développement du matériel

EISA a produit deux manuels génériques en anglais et en français, l'un sur les fonctions principales d'un parlementaire et l'autre sur les relations parlement-société civile. Ces manuels ont été utilisés au cours



des ateliers de développement des compétences cités ci-dessous. De plus, un certain nombre de livrets contenant une compilation des principaux textes légaux ont été produits conjointement par EISA et le PNUD de Madagascar et distribués aux parlementaires et aux assistants parlementaires de Madagascar.

### Ateliers pour parlementaires

En RDC, un peu plus de 10% des 500 membres de l'Assemblée nationale de la RDC ont été équipés pour mieux communiquer avec le public au moyen de programmes d'assistance au cours des deux ateliers tenus à Kinshasa. Les sujets étudiés étaient les relations avec l'électorat de la circonscription administrative, l'assistance au public, l'art de parler en public, la communication et l'utilisation des médias.

A Madagascar, environ 40% des 160 membres de l'Assemblée nationale et du Sénat malgache ont reçu des informations sur leurs fonctions principales afin d'améliorer leur capacité à remplir leur rôle législatif, de représentation et de surveillance. Cela a eu lieu au cours de plusieurs ateliers à Antananarive organisés par EISA et le PNUD de Madagascar. Avec l'approbation de l'Assemblée nationale et du Sénat, EISA et le PNUD, les deux seules organisations internationales soutenant le parlement malgache, ont signé un Protocole d'Accord pour développer le contenu des programmes et partager le coût des activités afin d'éviter les duplications et de développer des synergies. Un atelier a été tenu pour les membres des huit comités de l'Assemblée nationale

sur la législation, la surveillance et l'assistance au public. Les Membres du groupe des Femmes, le comité financier et le personnel technique ont reçu une formation sur le droit financier et le budget annuel pour renforcer leur rôle de surveillance. Les Assistants parlementaires ont aussi été équipés de capacités de communication.

### Ateliers pour les OSC

L'EISA a inspiré les OSC de la RDC et de Madagascar, qui n'ont jamais eu de relations réelles avec le parlement ni l'expertise technique requise, pour contribuer au processus parlementaire de façon rationnelle. Des représentants des OSC nationales dans les deux pays ont acquis un savoir de base dans les procédures parlementaires et appris à participer aux processus parlementaires. Cela s'est fait grâce aux ateliers tenus dans chaque pays où les sujets suivants ont été traités: influencer la politique et la législation, comprendre le plaidoyer et le lobbying; et le budget et les finances.

### Dialogues politiques

Dans les deux pays, l'EISA a fourni une plateforme pour que les parlementaires et les OSC puissent discuter des questions de politique d'une façon constructive au moyen de dialogues politiques. En l'absence de tout mécanisme institutionnalisé pour l'interaction entre le Parlement et les OSC dans les deux pays, ces dialogues politiques étaient une première. S'ils sont réguliers, les dialogues ont la possibilité d'offrir une plateforme pour des débats de politique forte et un espace où les parlementaires peuvent consulter l'électorat. A leurs débuts, ces

dialogues permettaient aux deux parties d'identifier un terrain d'entente et d'apprécier leurs différences; un premier pas pour faire tomber les barrières existantes et les mauvaises perceptions mutuelles que les parlements et les OSC ont l'un envers l'autre en RDC et Madagascar et une condition requise pour les interactions futures.

## Réalisations

En plus de la réalisation principale de développer les compétences des parlementaires et des OSC au moyen des activités mentionnées ci-dessus, le programme a offert aux bénéficiaires une approche viable de communication entre eux d'une façon constructive qu'ils peuvent développer pour créer l'espace dont a besoin la démocratie participative.

L'approche de EISA de mener des missions d'information dans les deux pays au cours de la phase initiale, et d'aligner les activités sur les besoins réels exprimés par les groupes cibles, a permis que

le programme soit bien reçu par les groupes ciblés. EISA a pu développer un bon rapport avec les parties prenantes et développé des partenariats clés pour le succès des activités et la durabilité des résultats.

Enfin, dans tout le programme, EISA a pu développer ses compétences dans le travail parlementaire, un nouveau domaine de travail en expansion pour l'organisation.

## Présentation des Projets pour 2009

En 2009, le programme de renforcement des capacités du pouvoir législatif qui entre dans une nouvelle phase de quatre ans, consolidera le travail déjà fait. Le programme ambitionne de prendre une dimension continentale en œuvrant avec plus de parlements africains, nationaux et supranationaux, et des OSC. Le nouveau programme se concentrera sur les parlements des Etats dits fragiles.

Les groupes de la société civile lors de l'atelier Relations société civile - Parlement, Kinshasa, RDC





# Elections et Processus politiques



Titi Pitso



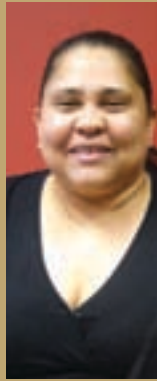
Martinho Chachiua



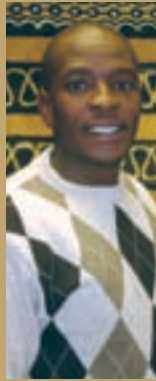
James Gadin



Nosipho Mokoena



Karen Ogle



Sydney Letsholo



Naphthaly Sekamogeng



Belinda Musanhu



Yvette Ondinga



Lucien Toulou



Ntokozo Ngidi



Oliva Fumbuka



# Elections et Processus politiques



## Vue d'Ensemble

2008 a été une année excitante et stimulante pour le département des Elections et des Processus Politiques (EPP). Au cours de la période évaluée, le département s'est agrandi avec l'incorporation du département des Services de Consultation pour les scrutins particuliers (BES). Le département EPP a continué à accroître ses activités traditionnelles dans le domaine de l'observation des élections et de l'assistance aux parties prenantes des élections, à savoir les OSC et les Organismes de Gestion Electorale (OGE), et à promouvoir la gouvernance interne, les partis politiques, les institutions tertiaires, les organismes statutaires et les OSC au moyen d'élections internes. Le département a aussi continué à étendre sa couverture continentale en organisant des missions d'observation des élections continentales et en faisant équipe avec des organisations panafricaines telles que l'Union africaine (AU) et le Parlement Panafricain (PAP), ainsi que les communautés économiques régionales, en particulier la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Le département a poursuivi ses objectifs au moyen de quatre programmes principaux, à savoir, l'Amélioration des Capacités des Praticiens d'Elections dans la région de la SADC (ECEP), le Renforcement de la Démocratie en Afrique (ADS), le Réseau ACE de Savoir faire électoral (EKN) et les Services de Consultation pour les scrutins particulier (BES).

Un certain nombre d'étapes importantes ont été franchies au cours de 2008. EISA a aidé le PAP en offrant une assistance financière et technique aux Missions d'Observation des Elections du PAP (EOM) au Zimbabwe (Mars et juin 2008), en Angola et au

Swaziland (Septembre 2008), et au Ghana (Décembre 2008). L'EISA a aussi mis en action sa propre mission d'observation des élections au Zimbabwe et ses premières missions panafricaines d'observation des élections en Zambie (Octobre 2008) et au Ghana (Décembre 2008). Les missions continentales étaient surtout composées de représentants des OSC des cinq sous-régions d'Afrique. Elles étaient totalement différentes des missions d'observation précédentes de EISA qui étaient composées d'observateurs de la région de la SADC. EISA a aussi organisé avec succès une conférence d'évaluation post-électorale avec des parties prenantes multiples à Madagascar qui ont souligné le besoin urgent de réforme électorale. Dans le domaine de la gouvernance d'entreprise, le BES a signé un contrat pour organiser des élections pour le Fonds d'Assurance-vieillesse des Employés du Gouvernement sud-africain (GEPF), le sixième plus grand Fonds d'Assurance-vieillesse au monde.

## Activités

### Missions d'observation des élections

L'EPP est satisfait de sa contribution à l'effort institutionnel pour étendre la couverture géographique de l'EISA. En 2008, le département a coordonné le déploiement de missions d'observation des élections au Zimbabwe, en Angola, au Swaziland, en Zambie et au Ghana. Ces missions ont permis à EISA d'évaluer la conduite des processus électoraux dans les cinq pays, de documenter ces élections et aussi de contribuer à l'éducation et au soutien des pairs. Ces missions étaient un mélange d'appui technique aux groupes d'observateurs locaux dans les pays hôtes ainsi que le déploiement de missions d'observation des élections à part entière de EISA.

### Appui à la Commission de l'Union Africaine et au Parlement Panafricain

Fondé sur le Protocole d'accord signé avec le PAP et la Commission de l'Union Africaine respectivement, l'EISA a fourni un appui technique aux deux organismes panafricains. L'EISA a continué à fournir l'assistance technique au Secrétariat du PAP dans le domaine de l'observation des élections. L'assistance consistait à organiser un programme de formation en observation des élections, à établir une unité électorale et à offrir une aide technique et logistique pour coordonner et gérer les missions d'observation des élections du PAP au Zimbabwe, en Angola, au Swaziland et au Ghana. La formation a été offerte aux Membres du Parlement du PAP qui ont été déployés par la suite pour observer les élections dans les pays mentionnés ci-dessus. Au Ghana, le personnel du PAP a pu organiser une mission d'observation des élections avec un soutien technique limité de EISA. C'est une réussite pour EISA car le but de l'engagement avec le PAP était d'assurer le transfert des compétences au personnel de soutien logistique et aux membres du PAP. EISA a aussi fourni un appui technique direct à l'Union africaine en déployant une mission d'observation au Zimbabwe.

De plus, EISA, en collaboration avec la Fondation internationale pour les Systèmes électoraux (IFES) et le Centre Carter (TCC), a fait le premier pas pour soutenir l'Unité d'Assistance électorale et de la Démocratie (DEAU) de la Commission de l'Union Africaine. Le soutien comprend l'élaboration d'une base de données d'experts électoraux et d'institutions électorales en Afrique, et la production d'un manuel pour le personnel de la DEAU sur l'organisation des missions d'observation des élections et l'élaboration de manuels pour la formation des observateurs électoraux.

### Appui à la mission d'observation des élections de la SADC

Au cours de la période de rapport, l'EPP a continué à former les observateurs de la SADC par le truchement de la Direction de l'Organisme sur les Politiques de la SADC, la Coopération de la Défense et de la Sécurité. La formation a pour but d'améliorer l'efficacité des missions d'observation électorale de la SADC et organisé des formations pour les observateurs des élections et le développement des compétences pour le Secrétariat de la SADC, pour la gestion et la coordination efficace des missions d'observation électorales. Pendant la période examinée, deux ateliers de formation des observateurs ont été tenus. Le premier était en février 2008 à Gaborone, au Botswana, et le deuxième a eu lieu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en juillet 2008. Ces ateliers ont permis d'améliorer le niveau technique de l'observation des élections par la SADC.

### Appui pour une observation locale impartiale

EISA estime que les processus électoraux sur le continent seront plus crédibles et s'amélioreront s'ils sont contrôlés de près par les habitants du pays où ils ont lieu. Pour y arriver, EISA s'est efforcé de soutenir les organisations de la société civile dans leurs efforts à observer les élections locales. Au cours de la période examinée, l'EPP a tenu deux ateliers pour les organisations de la société civile dans la région de la SADC. Le premier était une conférence sur la résolution des conflits post-élections, tenue à Dar es Salam en juillet 2008, à laquelle ont assisté les OSC de la SADC, du Kenya et du Nigeria. Le second atelier s'est concentré sur l'amélioration des systèmes de communication et des normes régionales des élections et s'est tenu à Lilongwe, au Malawi en novembre 2008. Y ont





assisté des représentants de la SADC, de la Sierra Leone et de la Côte d'Ivoire. Cela a permis aux observateurs locaux du Swaziland d'être reconnus comme parties prenantes importantes du processus et accrédités pour observer les élections de 2008. Il est encourageant de noter que l'observation des élections locales dans la région de la SADC est passée d'un rôle passif à un rôle actif.

### Evaluation postélectorale

L'EISA a organisé un atelier d'évaluation postélectorale à Antananarive, à Madagascar, le 22 mai 2008 avec le thème "Défis de la Gestion des Elections et Perspectives de Réformes à Madagascar". L'objectif général de l'atelier post-électoral de Madagascar était de trouver des solutions aux défis auxquels fait face Madagascar concernant la gestion des élections et de proposer des mesures de réforme appropriées. Cet atelier a permis de:

- fournir un espace pour que les parties prenantes principales puissent réfléchir d'un œil critique à une structure institutionnelle et légale pour les élections à Madagascar;
- d'identifier les secteurs du système électoral qui posent des problèmes et ont besoin d'amélioration
- de proposer des recommandations pertinentes, pour des réformes électorales, afin d'aider le Madagascar à respecter les Principes de 2003 pour la Gestion, la Surveillance et l'Observation des élections (PEMMO) et les Directives et Principes de 2004 de la SADC qui gouvernent les élections démocratiques.

52 participants ont assisté à l'atelier, comprenant des représentants des partis politiques, des organisations de la société civile, des autorités électorales, des représentants du Gouvernement au

niveau central et local, des Membres du Parlement, la magistrature, les médias, les donateurs et les agences de développement, les universitaires et les chefs traditionnels.

### Réseau ACE de Savoir Faire électoral

L'EPP a continué à coordonner la contribution de l'EISA au Réseau électoral de l'ACE. Dans ce réseau, EISA est responsable du projet d'organisation du Développement des Compétences. C'était un projet de recherche pilote pour évaluer les compétences des organismes de gestion électoral dans la région de la SADC et pour identifier les écarts et faire des recommandations pour les éliminer. Le deuxième aspect de la contribution de EISA au Réseau de Savoir Faire ACE est d'accueillir et héberger le Centre des Ressources régionales d'Afrique australe. EISA a depuis établi un Réseau régional de Savoir faire électoral qui a entrepris de mettre à jour le site Web ACE donnant des informations sur les problèmes et événements électoraux en Afrique australe, de publier un bulletin, de produire et mettre à jour régulièrement des données comparées pour tous les pays de l'Afrique australe sur le site WEB de l'ACE. Au cours de cette période d'évaluation de la compétence des OGE a été entreprise et finalisée.

Second tour de l'élection présidentielle, Ghana, Décembre 2008



## Services de Consultation électorale

En 2008 le département a continué à offrir ses services à une série de clients. Certains des clients pour lesquels le BES a organisé des élections d'administrateur, comprennent les élections par voie postale du deuxième Fonds d'Indemnité défini de Transnet (TSDBF), le processus de nomination pour le Conseil Sud-Africain des Infirmiers (SANC) et le Conseil Sud-Africain des Pharmacies (SAPC), les élections pour le Forum de Développement d'Evaton commandé par le Département du Logement (Gauteng) et le référendum de l'Assurance maladie Bonitas sur l'assimilation avec le Système d'Assurance maladie BHP Billiton.

## Assurances médicales et Fonds de Retraite collectifs

Cette catégorie d'élections n'attire pas l'attention des médias probablement parce qu'elles ne sont pas de nature politique. Cependant, par sa procédure et ses opérations c'est l'élection la plus complexe qui demande l'utilisation d'une combinaison de formules électorales, de méthodologies de vote et de technologies opérationnelles. Elle se fait par un mélange de vote par la poste et de vote direct.

Election présidentielle zambienne, Octobre 2008





## Organisations Non Gouvernementales basées sur la Communauté

Le service des OBC et des ONG présente ses propres défis, tels que les questions ayant trait à la gouvernance d'entreprise et à la démocratie électorale, et du fait que certains membres de ces organisations ne savent pas bien comment fonctionne leur constitution. Grâce aux efforts et à l'application du personnel électoral du BES, ces défis et d'autres problèmes rencontrés au cours des élections pour ces organisations ont pu être

résolus. Il est encourageant pour le personnel du BES de travailler avec les OBC et les ONG car cela indique comment la gouvernance (démocratique) d'entreprise prend racine dans ces organisations.

Au cours de la période examinée, le département a organisé plusieurs élections. Une liste de ces élections apparaît sur la page suivante.

Election présidentielle zambienne, Octobre 2008





## Statistiques des Activités pour la Période examinée

#	Date	Client	Type de Service
1	01-Déc. 07 - 30 Avril 08	Transnet Second Defined Benefit Fund.	Elections des Administrateurs membres du Conseil d'Administration
2	17-Mars-08	Nursing Council of South Africa	Elections des membres du Conseil
3	31-Mars-08	University of Zululand	Facilitation du conflit du SRC
4	25-Mars-08	Media Advertising Printing Publishing Packaging Sector Education Training Authority (MAPPPSETA)	Elections des membres du Conseil
5	13-Avril-08	Department of Housing (DoH)	Elections des Titulaires de l'Office national
6	21-Mai-08	Bonitas Amalgamation elections	Référendum
7	31-Mai-08	United Independent Front (UIF) Political Party(Executive Committee)	Elections des Titulaires de l'Office national
8	31-Mai-08	African National Congress Youth League Tshwane	Elections des Titulaires de l'Office régional
9	22-Juin-08	African National Congress-KwaZulu Natal (ANC-KZN )	Election des Titulaires de l'Office provincial
10	06-Juillet-08	Pan African Congress National Executive Committee	Election des Titulaires de l'Office national
11	03-Août-08	National Union of Mineworkers (NUM) - Highveld	Elections des Titulaires de l'Office régional
12	08-Août-08	Chemical Energy Paper Printing Wood and Allied Workers Union (CEPPWAWU)	Elections des Titulaires de l'Office national
13	06-Sep-08	NUM - Gauteng Region(Carletonville)	Elections des Titulaires de l'Office régional
14	11-Sep-08	Pharmaceutical Council	Elections des Membres du Conseil
15	19-Sep-08	NUM - TVL Region	Elections des Titulaires de l'Office régional
16	25-Sep-08	University of Johannesburg (UJ) House Committee Elections	Election du House Committee Election
17	15-Oct-08	LONMIN Platinum Mines	Elections des Administrateurs du Conseil pour le Fonds de Prévoyance Makhasane
18	17-Oct-08	South African Commercial, Catering and Allied Workers' Union (SACCAWU)	Elections des Titulaires de l'Office national
19	17-Oct-08	University of Johannesburg Student Representative Council Election (SRC)	Election du Conseil des Représentants étudiants
20	18-Oct-08	South African Transport and Allied Workers Union (SATAWU)	Elections des Titulaires de l'Office national
21	25-Oct-08	NUM - Free State	Elections des Titulaires de l'Office provincial
22	25-Oct-08	NUM - Western Cape	Elections des Titulaires de l'Office provincial
23	26-Oct-08	NUM - Kimberly	Elections des Titulaires de l'Office provincial
24	16-Nov-08	NUM - Matlosana	Elections des Titulaires de l'Office régional
25	Oct 08 – Avril 09	Volkswagen South African Provident Fund (VWSA)	Elections des Administrateurs du Conseil
26	Oct 08 – Jun 09	Government Employee Pension Fund (GEPF)	Elections des Membres du Conseil des Services de Renseignements et des Retraités



## Réalisations

Le département, avec d'autres collègues de EISA, a réalisé ce qui suit:

- L'amélioration de la capacité de EISA de servir la Commission de l'UA, le PAP, la SADC, et les OSC et autres dans le travail électoral. La participation de EISA dans l'ACE et dans d'autres événements, et la visibilité et l'opportunité d'apprentissage qui en résultent pour les membres de son personnel, ont contribué à améliorer le profil et l'expertise de l'EISA et à augmenter le nombre d'institutions voulant travailler avec l'EISA.
- Le développement graduel des Missions d'Observation Electoral, des OSC panafricaines, qui offrent une voix indépendante et impartiale dans l'évaluation des élections en Afrique.
- Plus d'interactions et d'éducation par les pairs

parmi les OSC africaines sur l'observation des élections et les réformes.

- De nouvelles méthodes d'Interrogation pour mener un vaste scrutin postal et sur le terrain pour le BES.

## Présentation de 2009

En 2009, le département des EPP s'efforcera d'améliorer la compétences des praticiens d'élection au moyen d'un certain nombre d'interventions ciblées, telles que la promotion de formations pour les OGE, et les institutions régionales et panafricaine dans l'administration des élections, le contrôle et l'observation, l'organisation de l'éducation des pairs et l'échange d'expériences. Le département des EPP continuera aussi à déployer des missions d'observation à un certain nombre d'élections sur le continent.

Le département des EPP s'efforcera d'améliorer

Election présidentielle zambienne, Octobre 2008





Second tour de l'élection présidentielle au Ghana, Décembre 2008

son partenariat avec les institutions régionales et continentales telles que la SADC, l'UA, le Parlement panafricain, la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) et la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) dans le domaine de l'observation des élections, dans le but d'améliorer leur capacité d'observation des élections d'une façon professionnelle et de contribuer aux réformes électorales. L'EISA fournira aussi une aide technique aux OGE et aux OSC dans différents aspects du cycle électoral.

L'unité du BES cherchera à consolider tous les acquis et étapes importants de 2008. La division a pour but de prendre position pour être mieux capable d'affronter les processus électoraux plus complexes qui auront lieu en 2009, tels que les élections pour le GEPE. Le BES essaiera d'identifier des partenaires stratégiques pour améliorer la capacité de livraison et prendre des mesures concrètes pour améliorer le profil des travaux du département, en Afrique du Sud comme sur le reste du continent.

Le département des EPP s'efforcera de former son personnel dans des aspects de l'administration et de l'observation des élections. Cette formation permettra aux membres du personnel d'être une ressource efficace sur le continent, prêts à fournir une assistance bien nécessaire aux partenaires de EISA tels que les Organes de gestion des Elections,

les institutions panafricaines et régionales et les OSC.

## Personnel

Trois membres du personnel du département des EPP ont changé d'emploi, Martinho Chachiu (Directeur du département des EPP), James Gadin (Chef de Programme) et Nosipho Mokoena (Coordinateur de Projets). Titi Pitso a été nommé Manager du département des EPP.

### Personnel:

- Titi Pitso
- Belinda Musanhu
- Karen Ogle
- Yvette Ondinga
- Sydney Letsholo
- Naphtaly Sekamogeng
- Lucien Toulou

### Internes:

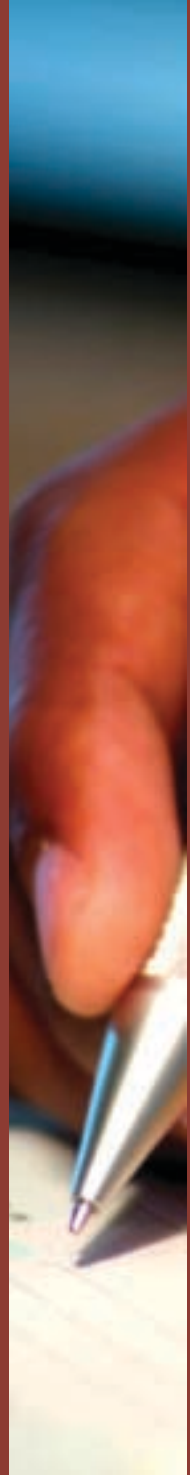
- Ntokozo Ngidi
- Oliva Fumbuka.

# Opérations



Ilona Tip





# Opérations





Deane Stuart



Alka Larkan



Irene Maboea

# Technologie de l'Information & de la Communication





# Technologie de l'Information & de la Communication

## Vue d'Ensemble

L'unité ICT est un prestataire de service de l'organisation. Il développe et gère les ressources d'information de EISA et soutient les Programmes en fournissant l'infrastructure et des conseils techniques, si nécessaire. L'unité effectue des projets de développement du contenu des programmes, en ligne.

La plus grande partie du travail de l'unité fait partie du But Stratégique de EISA "pour consolider l'autorité et la crédibilité de EISA, afin de fournir une direction durable dans le secteur de la démocratie et de la gouvernance en Afrique" et plus particulièrement, "pour créer une culture d'excellence qui mène à des produits et des services de haute qualité".

## Activités

- L'Encyclopédie de la Démocratie (faisant partie de la Gouvernance démocratique consolidante de la Phase II de la SADC) se développe conformément au plan de travail. Ce projet sera achevé en 2009.
- Une visite au Bureau du Mozambique a été faite pour résoudre actualiser le système informatique. Une analyse des besoins et un plan de travail ont été faits, et deux nouveaux serveurs pour le bureau de Maputo ont été acquis et seront installés sur le terrain et utilisés en 2009.
- L'unité ICT a reçu des fonds de OSISA pour un projet comprenant le programme Google Maps et a mis en application ce projet avec succès.
- Les sauvegardes des anciennes données et des données actuelles ont été révisées
- Un nouveau système de téléphone a été

examiné et mis en application

- Au cours du dernier trimestre de 2008, le registre des actifs a été mis à jour et une analyse des améliorations du matériel et des logiciels a été faite dans toute l'organisation.
- La phase finale de la conversion des logiciels de la bibliothèque a eu lieu. Les essais et la mise en œuvre se feront en 2009.
- Une analyse d'impact sur le travail a été effectuée afin de guider le développement d'un Plan de récupération des données après un sinistre éventuellement et d'un Plan de continuité du travail en 2009.
- Projet d'Archive: il a été essayé dans le département des Elections et des Processus politiques et tout le personnel administratif de EISA a reçu une formation pour le nouveau système de classement. L'objet est de normaliser le classement et l'archivage dans toute l'organisation.

## Réalisations

- Encyclopédie de la Démocratie: Les nouvelles pages, surtout celles sur le Zimbabwe, ont été beaucoup consultées sur le site Web par des internautes du monde entier dans la première moitié de 2008. Ces pages, promues par les listes fichiers-clientèle EISA, ont contribué au profil médiatique intensif de l'organisation dans tout le Zimbabwe.
- L'équipe du Web de EISA a appris à rassembler et à publier des données liées à la démocratie et aux élections sur des cartes et par satellite
- Photos sur le site Web. On peut voir certaines de ces cartes à <http://www.eisa.org.za/WEP/cal2009map.htm>.
- Un nouveau système de sauvegarde utilisant

du matériel et des logiciels améliorés a été mis en œuvre avec succès au Siège social.

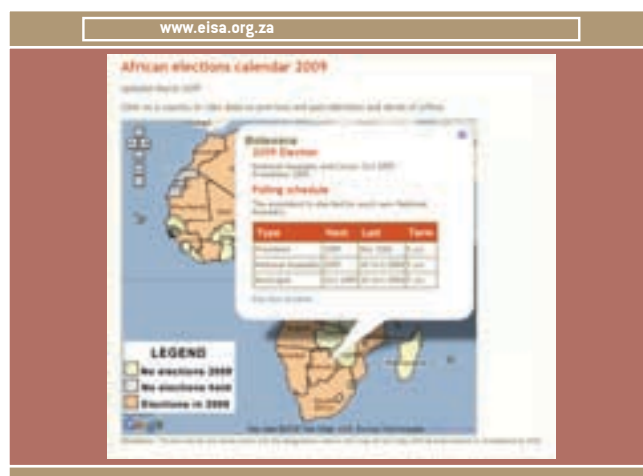
- Un nouveau système téléphonique avec routage d'appels Internet pour réduire la facture du téléphone a été mis en application.
- Technique: la séparation des fichiers financiers et de la base de données à son propre serveur sur le réseau de EISA a été réalisée et un nouveau logiciel amélioré anti-virus (NOD32) a été installé.

## Présentation de 2009

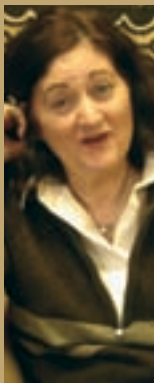
- Soutien aux bureaux nationaux.
- Le Projet d'Encyclopédie de la Démocratie sera complété en 2009. Une nouvelle proposition d'expansion du champ de ce projet sera soumise pour le financement en 2009.
- Traduction du contenu du Web en français et portugais suivant la disponibilité des fonds.
- Transformation du site Web.

## Personnel

- Alka Larkan
- Deane Stuart
- Irene Maboea



# Publications & Bibliothèque



Jackie Kalley



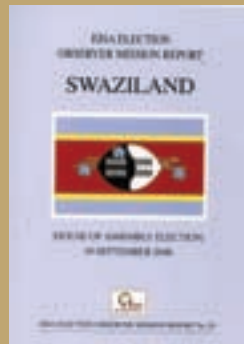
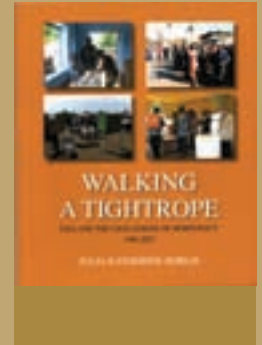
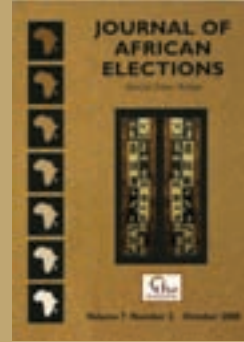
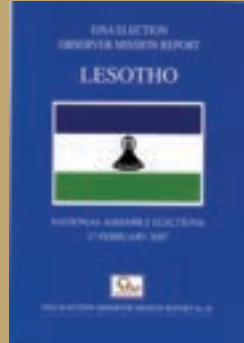
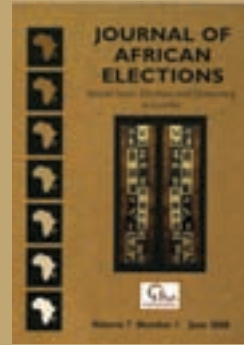
Beth Strachan



Ntsikilelo Mondita







# Publications & Bibliothèque



## Journal des Elections africaines

- "Elections and Democracy in Lesotho", tirage spécial, Volume 7 Numéro 1 Juin 2008.

## Livres

- The State, Democracy and Poverty Eradication in Africa, rédigé par Khabele Matlosa, Kwesi Kwaa Prah, Bertha Chiroro et Lucien Toulou.
- Walking a Tightrope: EISA and the Challenges of Democracy 1996-2007, par Julia Katherine Seirlis.

## Actes de Conférence

- No. 16 Lesotho's 2007 General Elections: Towards a Constructive Management of Post-Election Disputes, Maseru, Lesotho, 25-27 Septembre 2007.
- No. 17 In Search of Sustainable Democratic Governance for Africa: Does Democracy Work for Developing Countries, EISA Annual Symposium, Benoni, Afrique du Sud, 7-9 Novembre 2007.

## Rapports de la Mission d'Observation

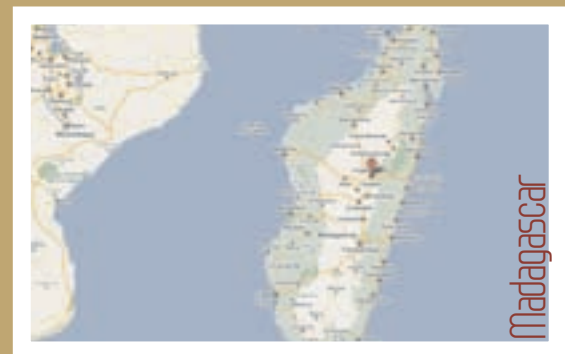
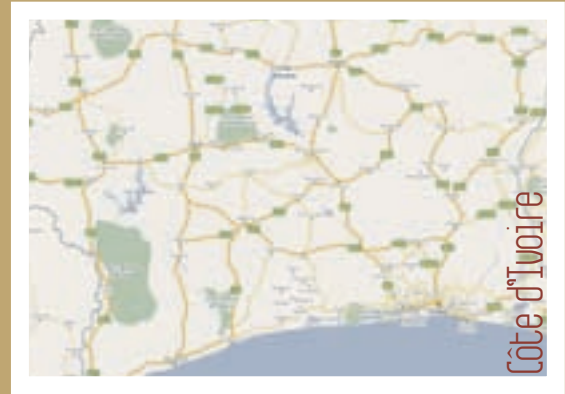
- No. 26 EISA Election Observer Mission Report Madagascar National Assembly Elections 23 septembre 2007.
- No. 27 EISA Election Observer Mission Report Lesotho National Assembly Elections 17 février 2007.

- No. 28 EISA Election Observer Mission Report The Zimbabwe Harmonised Elections of 29 March 2008 Presidential, Parliamentary and Local Government Elections with Postscript on the Presidential Run-off of 27 June 2008 and the Multi-party Agreement of 15 September 2008

## Bibliothèque

La bibliothèque continue à soutenir EISA comme centre de ressources et d'information. Les demandes de renseignements sur une variété de sujets concernant les élections et la gouvernance ont été continuellement traitées. Le professeur Noam Pines, préalablement membre département de Science Politique à l'Université du Witwatersrand a donné un grand nombre de livres à la bibliothèque. La nouvelle base de logiciel a été installée dans la bibliothèque et il sera bientôt possible de faire des recherches sur le Web grâce à notre catalogue annoté et indexé.





# Bureaux nationaux

# Bureaux nationaux



Dieudonné Tshiyoyo



Naromba Kaba



Simon Amalaman Birde

## Côte d'Ivoire

### Vue d'Ensemble

L'EISA a établi un bureau extérieur à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, en septembre 2008 pour mettre en œuvre un projet financé par l'Union Européenne ayant pour objectif d'apporter une aide technique aux organisations de la société civile ivoirienne dans le domaine de l'observation des élections. L'ouverture du bureau est en accord avec l'Objectif stratégique de l'EISA sous le plus vaste Objectif stratégique Un, concernant "l'amélioration des processus électoraux pour assurer leur légitimité et leur ampleur".

L'objectif général du projet est de faciliter la participation des organisations de la société civile ivoirienne, représentées au sein de la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI), au processus électoral par le truchement de l'observation des élections. Le projet a pour but de renforcer la capacité

de la CSCI dans le domaine de l'observation des élections et d'aider la coalition dans le déploiement de la Mission d'Observation des Elections (MOE) pour les prochaines élections du pays. Le projet pourrait contribuer à améliorer les capacités techniques et administratives de la CSCI dans le domaine de l'observation des élections au moyen de :

- La participation significative de la société civile ivoirienne au processus électoral.
- L'acquisition des connaissances nécessaires et la capacité de gérer une Mission d'Observation Electorale (MOE) avec les préparatifs logistiques, techniques et administratifs.
- Le déploiement efficace d'une MOE à long terme dans tout le pays pendant le processus électoral.



- L'évaluation Impartiale, neutre et professionnelle du processus électoral.

Dieudonné Tshiyoyo, Chargé de Programme Sénior au Département du Processus politique et des Elections (EPP) au Siège EISA à Johannesburg, a été déployé à Abidjan comme représentant-Pays pour diriger le projet. Il est appuyé dans sa tâche par un personnel local.

## Activités

Les activités relatives au projet actuel comprennent:

- La formation de l'équipe de coordination du CSCI, des formateurs et des observateurs en observation des élections.
- L'organisation et le déploiement d'un MOE à long terme en Côte d'Ivoire.
- La publication des résultats des observations.
- L'établissement d'un bureau – pendant la période examinée, EISA a réussi à établir un bureau national en Côte d'Ivoire, le premier en Afrique de l'Ouest. Cela incluait de trouver un bureau adéquat et engager du personnel.
- Aider la CSCI à établir une administration opérationnelle et à trouver des bureaux. Les locaux servent non seulement au projet d'Observation des Elections, mais couvrent toutes les autres activités entreprises par la CSCI pour réaliser sa vision et sa mission. En ouvrant le bureau de EISA et en obtenant les locaux, la CSCI a maintenant son propre Siège Social avec tout le matériel nécessaire.
- L'EISA a aidé la CSCI à mettre en place les structures requises pour la mise en œuvre des activités du projet et à sélectionner les formateurs, coordinateurs et observateurs.

En conséquence, la CSCI a établi, entre autres, ce qui suit:

- Une équipe de coordination qui comprend le personnel de la CSCI qui se consacre totalement à la mise en œuvre du projet d'Observation des Elections.
- 20 coordinateurs régionaux, qui servent aussi de formateurs des observateurs.
- 255 Observateurs à long terme déployés dans tout le pays.
- Un atelier de formation de deux jours a été organisé pour le personnel de la CSCI les 4 et 5 décembre 2008 pour qu'ils se familiarisent avec les questions pertinentes ayant trait à la gestion, à la coordination et au déploiement d'une MOE.

En raison du report de l'élection présidentielle, prévue initialement pour le 29 novembre 2008, la mise en œuvre de la majorité des activités du projet a dû être reportée pour 2009.

## Réalisations

Les réalisations principales ont été l'établissement du bureau dans le pays, le partenariat avec la CSCI (qui a permis à la CSCI d'installer ses bureaux dans les bureaux de l'EISA) et l'assistance à la CSCI pour établir une structure appropriée pour mettre en œuvre ses programmes de soutien aux prochaines élections. De plus, l'EISA a pu former des observateurs à long terme et soutenir leur déploiement.

## Présentation des Projets pour 2009

- Le développement et la conception de manuels de formation et de listes de contrôle pour les différentes étapes et opérations du processus électoral.



- La formation de:
  - L'équipe de Coordination de la CSCI et le personnel impliqué dans le projet d'observation des élections.
  - Les Coordinateurs régionaux comme formateurs des Observateurs.
  - Les Observateurs.
- Le Lancement officiel de la Mission d'Observation des Elections de la CSCI.
- L'assistance technique à la CSCI pour le déploiement et le contrôle efficaces des observateurs dans tout le pays.
- Le soutien continu à la CSCI pour le succès de sa MOE.

## Personnel

- Dieudonné Tshiyoyo
- Naromba Kaba
- Simon Amalaman Binde

# Bureaux nationaux



Vincent Tohbi



Hector Lubamba



Drake Orurach



Serges Kavuanda



Christophe Ndelika



Antoinette Mbumba



Fanny Tsimba



Nicole Mibulumukini



Rombaut Muzodi



Lilliane Bibombe



Dieudonné Bala



Yves Mupende



Irene Dikondja



Norbet Tsholuka

## République Démocratique du Congo

### Vue d'Ensemble

L'EISA a ouvert son siège social en RDC en 2004, alors que le pays se trouvait dans une transition politique, à la suite d'une décennie de guerres et de crises politiques qui ont eu un impact dévastateur sur le pays et ont causé la mort de millions de citoyens. EISA a poursuivi ses efforts après les élections, tirant parti

des réalisations du processus politique transitionnel pour contribuer, de concert avec d'autres parties prenantes nationales et internationales, à la consolidation de la paix et au développement de la démocratie. Ainsi, EISA a étendu son assistance, en passant de la phase électorale à un programme



plus général de gouvernance se concentrant sur les domaines suivants:

- La décentralisation, y compris la préparation des élections locales.
- Le renforcement des capacités des institutions de gouvernance nouvellement établies, telles que le Parlement national, les Parlements et les gouvernements provinciaux.
- L'appui aux OSC et aux partis politiques afin de leur permettre de jouer un rôle efficace dans la promotion d'une gouvernance responsable, dynamique et transparente.
- La gestion et la prévention des conflits.

Alors que le pays espérait une vie meilleure après les élections, une autre rébellion au Nord Kivu et au Sud Kivu, la détérioration de la situation dans l'Ituri, ainsi que les tensions dans la Province orientale ont créé une atmosphère générale d'insécurité et ont affecté EISA à la fois émotionnellement et dans son programme, étant donné que c'est dans ces régions que EISA met en œuvre plusieurs projets. EISA a été témoin de la souffrance de la population de ces régions, dont beaucoup bénéficient de ses programmes. En réponse à cela, EISA a dû adapter son programme aux besoins urgents de ces provinces et à reporter des activités du fait de l'insécurité croissante.

EISA RDC a poursuivi ses activités, exposées ci-dessous, et qui sont conformes aux buts stratégiques et à la vision de EISA.

Le personnel de l'EISA en RDC fait preuve de cohésion et de continuité, ce qui est très profitable à l'organisation et à ses objectifs. En raison de la quantité de travail requise, l'EISA a recruté du personnel supplémentaire pour que son programme fonctionne de façon optimale.

## Activités

En 2008, EISA RDC a entrepris les activités suivantes:

- o Le renforcement des capacités des institutions de gouvernance en donnant des formations aux députés, aux niveaux provincial et national sur les techniques et méthodologies de communication et de dialogue avec les citoyens de leur circonscription, sur la formulation de lois et des politiques, et sur la fonction de surveillance du Parlement
- o Le renforcement des capacités des ONG choisies dans six provinces (Kivu du Nord, Kivu du Sud, Maniema, Kasai Oriental, Kasai Occidental, Kinshasa).
- o Le renforcement des capacités des OSC, par la conception et l'exécution de programmes et modules de formation sur la gestion et la planification de projets, le lobbying, la rédaction de projets, la gouvernance responsable et le budget. Les formations ont eu lieu à Kinshasa (août 2008); Kananga (septembre 2008); Mbuji Mayi (septembre 2008); Goma (septembre 2008); Bukavu (septembre 2008); et Kindu (septembre 2008). Les ateliers sur le plaidoyer et le lobbying se sont tenus à Kinshasa (décembre 2008); Kananga (novembre 2008); Mbuji Mayi (novembre 2008); Goma (novembre 2008); Bukavu (novembre 2008); et Kindu (novembre 2008).
- o Le renforcement des capacités pour plus de cent partis politiques sur la parité et l'égalité des sexes, la résolution des conflits, la gouvernance, et la démocratie intra-partis. Des forums d'échanges entre les partis politiques et les OSC, organisées par EISA,



ont eu lieu chaque mois au niveau national et dans chacune des six provinces mentionnées ci-dessus et dont l'objectif est d'établir un dialogue entre ces partis politiques et les populations au nom desquelles ces partis politiques prétendent parler, pour une meilleure défense des intérêts des citoyens.

- o La décentralisation et le programme d'élections locales se sont concentrés sur la législation de la décentralisation et la gouvernance démocratique locale ; ceci est mis en œuvre conjointement avec des partenaires locaux et internationaux.
- o Les activités provinciales sur les questions de genre où les organisations de femmes réfléchissent sur leur avenir dans leurs provinces respectives et font des propositions pour amélioration de leurs conditions de vie et pour leur meilleure intégration dans les sphères de décision .
- o La prévention et la gestion des conflits. En 2006 et 2007 EISA avait formé et déployé plus de 3000 médiateurs à l'occasion des élections générales, afin de surveiller, prévenir et gérer , les conflits éclatés et les conflits potentiels dans tout le pays. Une centaine de ces médiateurs a été à nouveau recrutée pour le suivi des conflits sociaux après les élections et dans le cadre de ce programme une base de données à Kinshasa compile tous les rapports produits chaque mois, couvrant le pays tout entier. Des conférences de presse régulières sont organisées pour livrer à l'opinion et à la presse où un résumé des rapports de conflits et pour attirer l'attention des décideurs sur les cas critiques.
- o La tenue régulière de réunions du "Dialogue social" – c'est un programme innovateur introduit par EISA pour encourager tous les trimestres le dialogue entre les représentants

élus et les citoyens. Plus de cent OSC et de citoyens ordinaires communiquent directement avec les autorités qu'ils ont élues (des députés, des Gouverneurs provinciaux et des Ministres), pour dénoncer et mettre en évidence les cas de corruption, l'absence de mauvaises prestations de services dans certaines zones, et surtout pour faire des recommandations pour de meilleurs services de la part des autorités locales.

## Réalisations

Renforcement des capacités de certaines institutions nationales – étant donné le rôle capital des institutions de gouvernance dans un pays où la mauvaise gouvernance a ruiné les fondations d'une démocratie stable, EISA a contribué au développement des capacités de l'Assemblée nationale, des législatures et des gouvernements provinciaux. Ce processus de renforcement des capacités qui complète toutes les initiatives semblables qui ont lieu en RDC, lie les institutions de gouvernance à la population au niveau de base, avec l'objectif d'élargir la participation des citoyens à la prise des décisions qui les concernent. De même, les institutions de gouvernance, les partis politiques et les OSC ont été formés pour assurer efficacement leurs fonctions respectives en vue de la consolidation de la démocratie et la promotion de la bonne gouvernance.

Dialogue entre les parties prenantes – La plus grande réalisation pendant la période examinée (2008) a été la capacité accrue des OSC, des partis politiques et des décideurs de "s'asseoir et de manger à la même table" où ils ont parlé des problèmes de gouvernance et d'intérêt commun grâce aux séances du "Dialogue social". Cette réussite a été reconnue quand le Gouvernement congolais, représenté par différents ministres qui ont utilisé le cadre du



“Dialogue social” au Kivu du Nord pour expliquer à la population les décisions prises pour améliorer la sécurité dans cette partie du pays.

Médiation sociale – une autre réalisation a été l’intégration de la notion de “médiation sociale” dans le travail des OSC dans les districts et territoires. La médiation sociale, comme spécifiée plus haut, s’occupe des conflits sociaux à la base et aide les communautés à trouver des solutions aux risques de conflits, en empêchant que ces conflits ne dégénèrent en disputes graves entre les communautés. Des médiateurs sont souvent consultés pour intervenir dans toutes sortes de conflits.

Renforcement des capacités des OSC – utilisant une méthodologie innovatrice inclusive, les OSC ont eu l’opportunité de rédiger leurs propres manuels de formation sous la supervision de EISA. EISA a impliqué les OSC dans l’identification et l’analyse des problèmes les plus critiques auxquels elles font face dans la gestion quotidienne de leurs organisations, enrichissant ainsi les manuels de leurs propres expériences et partageant les leçons apprises . En agissant de la sorte, EISA s’assure de l’appropriation de tout le processus de formation et du matériel de formation.

Responsabilisation des citoyens – le fait de toucher les citoyens ordinaires de la RDC, de les amener à s’occuper eux-mêmes de leurs besoins, de les mettre en contact constant avec les décideurs, de “démystifier” les cercles du pouvoir a donné un sens complet à ce programme de promotion de la gouvernance participative et la consolidation de la démocratie en RDC.

## Présentation des Projets pour 2009

En accord avec les objectifs de notre programme et la mission et la vision de l’EISA, EISA RDC entreprendra les activités suivantes en 2009:

- Assistance aux OSC pour organiser des activités d’éducation civique sur le genre, le VIH /SIDA, la jeunesse, la décentralisation, le lobbying.
- Aider la CEI à préparer les élections locales.
- Augmenter le nombre de médiateurs dans tout le pays et impliquer les autorités nationales dans la prévention des conflits et la sensibilisation du grand public sur les risques de conflits.
- Continuer les séances de “ Dialogue social” en s’occupant de questions plus spécifiques comme les budgets, les politiques et le développement.
- Effectuer une formation de haut niveau sur la Gouvernance Interne des OSC, sur les processus collectifs de prise de décision et sur la Communication.
- Perpétuer les tenues des séances régulières de discussions permanentes entre les partis politiques et les OSC pour une meilleure collaboration entre les deux institutions de gouvernance pour le bien de la population qu’ils sont supposés représenter.



## Personnel

L'EISA avait une équipe de 15 personnes à temps plein en 2008. De plus, EISA travaille avec des consultants nationaux et internationaux selon les besoins pour soutenir son énorme charge de travail et s'assurer qu'il tient ses engagements dans toutes ses activités.

- Vincent Tohbi
- Drake Orurach
- Hector Lubamba
- Serges Kavuanda
- Rombaut Muzodi
- Liliane Bibombe
- Dieudonné Bala
- Antoinette Mbumba
- Fanny Tsimba
- Yves Mupende
- Irene Dikondja
- Christophe Ndelika
- Nicole Mibulumukini
- Norbert Tsholuka
- Ferdinand Kapanga



Atelier de la société civile, Kinshasa, RDC



Nirina Rajaonarivo



Serzhino Biharisoa

## Madagascar

### Vue d'Ensemble

Depuis 2007 EISA soutient un projet qui encourage l'inclusion des femmes dans la vie politique de Madagascar. Le but de ce projet est d'identifier des femmes pour participer aux programmes de développement des compétences sur les processus de prises de décision afin de leur donner la formation nécessaire pour se présenter aux élections législatives et sénatoriales en 2007 et 2008.

EISA a prolongé le programme de trois ans, soutenu par l'Ambassade norvégienne, en approfondissant le travail entrepris en 2007. Intitulé "Participation et la contribution des femmes à la gouvernance de Madagascar", le projet se concentre sur les interventions suivantes:

- Initiation d'une campagne régionale et nationale pour faire pression et obtenir

une représentation de 30% de femmes dans les processus de prise de décision, conformément aux accords de la SADC.

- Un programme de renforcement des capacités pour l'implication des femmes dans les initiatives au niveau local.
- Le renforcement des capacités des représentantes des femmes au niveau local.
- Un centre de documentation et de ressources.

Le programme comprend la participation d'une série de parties prenantes, telles que les partis politiques, les maires, les conseillers locaux, les organisations non gouvernementales, les organisations religieuses, les associations de femmes et les membres du Parlement.



Par ailleurs, Madagascar a été l'un des deux pays, avec la RDC à profiter du programme pilote d'appui législatif visant à renforcer les capacités des parlements choisis en Afrique et à encourager l'interaction entre les parlements et les OSC pour améliorer la participation des citoyens au niveau national aux arènes de la démocratie et de la gouvernance.

## Activités

### Plan d'action

EISA a aidé à établir un comité directeur pour développer et faciliter une campagne de plaidoyer et de lobbying pour la représentation de 30% de femmes au moins dans les processus de prises de décisions. De juillet à décembre 2008, le comité

directeur a fait le travail préparatoire pour le Plan d'Action en s'entretenant avec toutes les parties prenantes, et s'est constitué en organisation nommée Vondrona Miralenta Ho an' ny Fampandrosoana (VMLF), un mouvement politique féminin pour le développement du pays.

Le VMLF, avec le soutien technique de EISA, a rédigé une proposition prenant en considération la parité du genre dans le processus politique de réforme du droit à Madagascar, qui a commencé à la fin de 2008. La proposition sera lancée lors d'une rencontre nationale au début de 2009, puis elle sera présentée dans tout le pays. La proposition suggère l'introduction d'un système de quota et d'une liste zébrée.

Réunion du comité directeur, Antananarivo, 2008





## Conception du matériel de formation

EISA a conçu des manuels pour les participants et les formateurs afin de développer les compétences des femmes au niveau local. Le premier manuel s'adresse aux représentantes féminines, telles que les maires, les conseillères locales et régionales, les chefs de région ou de district, etc. Il s'agit d'un manuel pratique interactif qui fournit des compétences et des connaissances en savoirs et connaissances techniques, développe le thème de la femme en politique de son rôle. Le manuel fournit également les instruments protégeant les droits des femmes et l'égalité des sexes, édicte des principes fondamentaux de gestion, les compétences de leadership, la gestion des conflits, la prise de décisions, la préparation de la législation, la gouvernance et la responsabilité, et la formulation du budget, comprenant le contrôle, la mise en œuvre et la collecte de fonds.

Le deuxième manuel s'adresse aux participants à un niveau de base et leur présente des concepts comme le lobbying, la conception d'une campagne électorale, faire un discours, préparer un manifeste etc. Il traite aussi des compétences telles que le leadership et parler en public. Ce manuel est plus accessible et compréhensible pour les femmes au niveau local, avec des exercices et des exemples simples, ainsi que des détails et exemples fondés sur le contexte et les lois malgaches.

Tout le matériel est écrit en français et en malgache.

## Etablissement d'un centre de ressources et de documentation

EISA, en association avec le Centre d'Information et de Documentation Technique et Scientifique (CIDST), soutient l'établissement d'un centre de

documentation pour capitaliser un savoir académique et des informations sur les questions liées au sexe, sur le plan national et international. L'information sera recherchée, cataloguée, analysée et mise à la disposition des parties prenantes, des universitaires et des partis politiques. Le CIDST abritera le centre avec EISA, et fournira des ressources pour engager un chercheur et créer une base de données et aider le chercheur à collectionner, cataloguer et analyser les informations.

## Réalisations

Le programme de EISA a contribué à la formation du VMLF et soutenu ses activités en formulant un Plan d'Action pour assurer l'égalité des sexes. L'EISA a aussi soutenu la contribution du VMLF pour assurer la parité du genre dans la nouvelle loi sur les partis politiques à Madagascar. Le VMLF a rendu public un communiqué de presse en décembre 2008. EISA a aussi participé, et contribué à plusieurs ateliers, publié des articles sur l'égalité des sexes et soutenant le lobbying et le plaidoyer du VMLF pour l'égalité d'accès des hommes et des femmes en termes électoraux, la liste zébrée, la parité des sexes et le système de quota.

## Présentation des Plans pour 2009

Après le lancement du Plan d'Action prévu pour janvier 2009, des séminaires seront organisés dans six régions pour établir et aider les comités directeurs à mettre en œuvre le plan, en tenant compte des particularités de chaque région. Cela va inclure des conférences et des communiqués de presse, et le lobbying auprès des partis politiques pour augmenter le nombre de femmes candidates potentielles aux prochaines élections. Le VMLF continuera à faire pression et à encourager l'acceptation du Plan d'Action au niveau national.

Des ateliers seront organisés dans différentes régions pour les responsables locaux et les organisations populaires. Un programme de formation des formateurs sera aussi organisé pour renforcer les capacités des organisations afin d'étendre ces programmes à un public plus vaste.

Le Centre de Ressources deviendra opérationnel et un chercheur à temps plein sera recruté.

EISA Madagascar continuera à soutenir d'autres projets de EISA comme il l'a fait en 2008 avec le programme législatif, soit pour contribuer soit pour participer à l'exécution de programmes régionaux ou africains.

## Personnel

- Nirina Rajaonarivo
- Serzhino Biharisoa

Atelier de la société civile, relations avec le Parlement, Septembre 2008, Antananarivo, Madagascar





## Communiqué de Presse

Antananarivo, le 4 décembre 2008

***“Les femmes malgaches sont importantes et doivent participer maintenant à la vie publique et à la politique de ce pays”***

Vondrona Miralenta ho an’ny Fampanandrosoana (VMLF), le mouvement qui se consacre à promouvoir la participation réelle des femmes dans tous les processus malgaches de prise de décision du pays, vu le développement humain durable qui se produit, a accueilli favorablement le processus de développement de la loi sur les partis politiques dans laquelle se sont embarquées les autorités politiques et par la suite les dialogues présidentiels de 2008. Le VMLF est ravi qu’une loi sur les partis politiques va finalement entrer en vigueur. Nous sommes persuadés que quand cette loi sera mise en application elle contribuera à une plus grande participation politique à Madagascar.

Plusieurs questions ont été soulevées, caractérisées par trois points principaux:

- C’est de nouveau la classe politique qui occupe cet espace et décide de l’avenir du pays;
- Ce sont les réserves et les inquiétudes qui sont les plus importantes;
- Les avis se concentrent sur les questions de financement des partis et la possibilité de réduire le nombre de partis.

En réponse, le VMLF ne peut pas se taire et doit contribuer à développer une société plus juste, équitable et solidaire dans laquelle tous les habitants, sans exception, trouveront leur place et deviendront des citoyens à part entière.

Cinq points sont essentiels pour que cette législation réponde aux inquiétudes de tous les citoyens et aux aspirations à une société démocratique, respectueuse des traditions malgaches et où “la vie en communauté” a un sens:

1. C’est par un dialogue sincère, sans motif ultérieur, qu’un texte fondamental se développe. Cela signifie qu’il faut que la confiance entre toutes les parties prenantes forme la base de la consultation;
2. L’essence de ce texte devrait être le “bien commun” pour que le milieu politique du pays soit sain, pacifique et contribue au développement social et économique de tous les Malgaches;
3. La participation complète et réelle des femmes malgaches devrait être une priorité. Ce n’est pas pour réclamer des “sièges”, mais simplement pour rappeler que c’est le droit de tous les citoyens. C’est aussi tout à fait conforme aux conventions et protocoles auxquels Madagascar a adhéré, qu’il a signés et / ou ratifiés.

## Communiqué de Presse

4. C'est une opportunité unique pour le pays d'augmenter d'une part la participation des femmes au parlement comparé à d'autres pays où il est 115ème sur 142 pays selon l'ONU, 13ème sur les 14 pays de la SADC pour ce qui est de la participation des femmes aux affaires publiques, et d'autre part d'appliquer les directives nationales présentées dans les différentes Conventions et Protocoles, en particulier les articles 4, 5, 6, 12 et 13 du Protocole de la SADC sur les Sexes et le Développement. Le protocole signé par Madagascar le 29 septembre 2008 demande qu'en 2015 la représentation des femmes à Madagascar, dans les affaires publiques, soit de 50%.
5. Le VMLF veut que soit inclut dans le texte de la loi une assurance, la représentation équilibrée des femmes malgaches dans les partis politiques et les différentes élections à venir. Cela permettra de corriger l'inégalité des sexes et la discrimination qui règnent à l'heure actuelle dans les partis politiques.

Nous sommes sûrs que tous ceux qui œuvrent pour le bien du Madagascar conviennent que sans la participation complète et active des femmes, la considération de leurs points de vue à tous les niveaux de prise de décision, les objectifs d'égalité de développement et de paix ne pourront pas être facilement atteints.

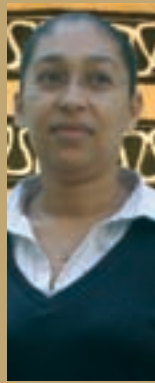
Nelson Mandela a dit lors d'une conférence sur les Femmes Entrepreneurs en 2000 à Johannesburg: "Tant que la moitié des citoyens d'un pays est laissée pour compte, ce pays ne sortira pas de la pauvreté."



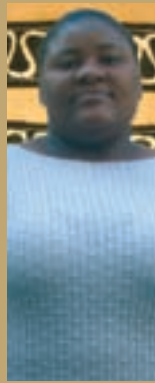
# Bureaux nationaux



Miguel de Brito



Anissa Izidine



Alda Mahumane



Francisco Langa



Democrito Manyssa



Zefanias Matsimbe



Dito Canazache

## Mozambique

### Vue d'Ensemble

Le programme actuel du Bureau du Mozambique a commencé en 2005, à la suite des élections générales de 2004 au Mozambique, avec pour objectif de consolider la démocratie en développant les compétences des parties prenantes principales et les partenariats entre elles. Le programme a commencé avec deux objectifs principaux: (i) soutenir les initiatives de réforme électorale, et (ii) développer le partenariat entre la société civile et le Parlement pour renforcer une culture de responsabilité des organismes élus. Une troisième composante a été ajoutée pour promouvoir le savoir et les discussions sur les élections, la gouvernance et la démocratie au moyen de l'établissement d'un centre de documentation. Le programme est mis en application au moyen de partenariats, et

d'assistance technique aux institutions locales de la société civile et les universitaires et la promotion du dialogue entre la société civile et les organismes élus.

### Activités

#### 1. Appui électoral:

**Audit de la liste pilote des électeurs:** L'EISA, en collaboration avec l'Observatoire électoral, une coalition de huit organisations de la société civile mozambicaine, a mené des essais pilotes de registre des électeurs dans 33 municipalités, avant les élections municipales de novembre 2008. Pour ces essais pilotes, un échantillon de 600 électeurs enregistrés a été sélectionné et la méthode de Liste

à Electeur a été choisie. Les essais ont eu lieu au moment où le registre des électeurs était ouvert au public pour vérification. Cela s'est avéré être un exercice très utile et a souligné une série de défis exposés ci-dessous.

L'un des premiers résultats de ces essais était que le registre des électeurs n'était pas exposé comme le demande la loi et n'était pas dans plusieurs endroits disponible au public. De plus, le registre qui était disponible n'était pas la version informatisée, mais plutôt une copie écrite à la main. Cette copie ne contient pas l'adresse des électeurs et est parfois difficile à lire. En conséquence, la méthode de la Liste à électeur, qui veut que l'adresse des électeurs soit disponible sur le registre, a dû être abandonnée et remplacée par la méthode de l' Electeur à la Liste. Quelques problèmes de noms qui manquaient ou des erreurs de numéro de carte d'électeur ont été constatés, mais la grande majorité des électeurs ne s'est pas rendu compte qu'une période de vérification du registre public était en cours, et ils ne savaient pas où aller pour vérifier si leurs coordonnées sur le registre étaient correctes. Tous ces résultats ont été communiqués aux Organismes de Gestion des Elections (OGE) et à d'autres parties prenantes du processus électoral. Deux ateliers publics avec de nombreux participants ont été organisés dans ce but.

**Recensement Parallèle des Votes:** EISA, en collaboration avec l'Observatoire électoral, a mené un exercice de Recensement Parallèle des Votes (RPV) au cours des élections municipales du 19 novembre. Le RPV a été effectué dans treize des 43 municipalités mozambicaines. Dans les municipalités sélectionnées, on s'attendait à ce que les élections soient fortement contestées, avec

également un passé de conflit politique pendant le processus électoral précédent. Dans les villes de Beira et Matola le RPV a été effectué sur la base d'un échantillon de bureaux de vote pris au hasard, et dans les onze municipalités restantes, le RPV était basé sur la collecte des feuilles de pointage de tous les bureaux de vote afin de produire un recensement parallèle complet. Cette méthodologie a été choisie parce que ces onze municipalités sont trop petites pour qu'on se serve d'un échantillon.

Environ 650 observateurs, recrutés par l'Observatoire électoral et co-formés par EISA, ont pris part à l'exercice. En plus de la formation et des conseils techniques, EISA a aussi accueilli et géré le poste central de commandement et la base de données des résultats. Cet exercice de RPV s'est avéré décisif pour la transparence et la crédibilité des élections. Quand les commissions électorales municipales ont communiqué les résultats provisoires, une semaine après le scrutin, la commission de la ville de Nacala a donné la victoire au Frelimo dans les deux scrutins, et la commission de la ville de Beira a donné au Frelimo une majorité de 52% dans le conseil municipal. Cependant, le RPV a montré qu'à Nacala aucun candidat n'avait obtenu plus de 50% des voix, et qu'il fallait un deuxième tour; et à Beira, aucun parti n'avait obtenu la majorité absolue dans l'assemblée et, bien que le Frelimo ait obtenu la plus grande portion des voix, sa part n'était que de 41%. L'Observatoire électoral et l'EISA ont soumis les résultats du RPV à la Commission Electorale Nationale immédiatement après que les commissions municipales aient communiqué leurs résultats provisoires. Quand elle a annoncé les résultats définitifs le 4 décembre, la Commission électorale nationale a confirmé ce que le RPV avait



indiqué: qu'il y aurait un deuxième tour à Nacala, et qu'aucun parti n'avait obtenu la majorité absolue à Beira.

#### **Assistance au CNE au moyen de la Formation:**

En 2007, EISA et la Commission Electorale Nationale (CNE) s'étaient mis d'accord sur une activité de renforcement des capacités, qui consistait à donner au CNE une formation BRIDGE. BRIDGE (Développement des Ressources pour la Démocratie, la Gouvernance et les Elections) est le premier cours de formation international sur la gestion des élections pour les praticiens électoraux. EISA a traduit en portugais les 10 modules de BRIDGE ayant trait aux élections et a soumis plusieurs propositions de programme de formation.

**Analyse et conseils électoraux:** Au cours de l'année, EISA a fourni, d'une manière continue, une analyse et des conseils sur les questions électorales aux OGE, à la communauté des donateurs et au public en général au moyen de plusieurs événements

médiatiques à la télévision, à la radio et dans la presse écrite. En particulier, EISA a fourni une analyse profonde sur le processus électoral du Zimbabwe par le truchement des médias du Mozambique et des débats publics.

## **2. Le Centre de Documentation**

Ouvert en 2007, le centre de Documentation sur les Elections et la Démocratie (CDED), situé dans la bibliothèque de l'ISCTEM (Institut des Sciences et de la Technologie du Mozambique – une Université privée) et géré par EISA, a continué de fonctionner et a agrandi la documentation disponible en 2008. Les registres de la base de données du Centre comprennent environ 500 titres. Au cours de l'année passée, le Centre a reçu environ deux visiteurs par jour, principalement de la communauté universitaire, augmentant pendant des périodes particulières de l'activité académique, telles que les examens et la rédaction d'une thèse. EISA a un



Préparation du Recensement Parallèle des Votes (de gauche à droite : Zefanias Matsimbe et Miguel de Brito)

Louis de Brito entrain de former les observateurs au recensement parallèle des votes

bibliothécaire à temps plein affecté au Centre qui est chargé de toutes les acquisitions et de la gestion du Centre.

### 3. Le Partenariat entre la Société civile et le Parlement

Après un long retard dans la mise en application de cette activité, EISA a signé un Protocole d'Accord avec l'Association Mozambicaine pour le Développement de la Démocratie (AMODE). Elle a pris contact avec toute une série d'organisations de la société civile et avec les comités parlementaires pour établir un calendrier de tables rondes à Maputo et dans les Provinces. Cinq tables rondes entre les organisations de la société civile et les comités parlementaires ont eu lieu, à l'extérieur de Maputo. Les thèmes traités par les tables rondes sont: La Loi sur la Protection des personnes atteintes du VIH/SIDA; la Loi sur la Violence domestique; la surveillance par le parlement de l'utilisation du fonds régional de 7 millions de MT, alloué par le gouvernement central à tous les districts pour promouvoir la production de denrées alimentaires, l'emploi et les activités produisant des revenus; et la surveillance par le parlement des dépenses budgétaires de l'Etat. Cette activité n'a pas progressé au dernier trimestre de l'année, car la plupart des membres du Parlement participaient à la campagne électorale pour les élections municipales.

### 4. Discussions Publiques sur les questions électorales

EISA, en collaboration avec l'Institut Mozambicain pour les Etudes Socio-économiques (IESE) et le Projet comparatif des Elections Nationales (CNEP), a organisé une série de trois discussions publiques sur

la participation/abstention électorale avec l'accent sur le cas Mozambicain. Les sujets traités dans la discussion étaient: "la Cartographie électorale du Mozambique" par Luís de Brito de l'IESE, "les facteurs déterminants du scrutin au Mozambique" par João Pereira de l'IESE et "Les études après les élections dans les nouvelles démocraties" par Pedro Magalhães de l'Institut portugais des Sciences sociales de l'Université de Lisbonne. Beaucoup de monde a assisté aux discussions qui ont eu une bonne couverture médiatique.

### 5. Le Symposium annuel de l'EISA

En Octobre, EISA Mozambique a accueilli son 3ème Symposium annuel à Maputo, le premier hors d'Afrique du Sud. Le thème du Symposium était "Le renforcement de la Gouvernance démocratique au moyen du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs: Un Dialogue de la Société civile". Le choix du Mozambique comme lieu de rencontre pour le Symposium souligne non seulement l'importance du Mozambique pour EISA, mais aussi la période cruciale pour le Mozambique dans le processus du MAEP, juste avant la visite de la mission extérieure d'évaluation. Le Symposium a réuni des représentants de tous les pays africains impliqués dans le processus du MAEP, tels que les gouvernements, la société civile, les chercheurs et les donateurs. Les participants ont estimé que le Symposium était une excellente opportunité pour apprendre et échanger des expériences sur le MAEP et pour tirer des leçons pour les prochaines étapes dans la mise en œuvre des Plans d'Action nationaux du MAEP dans leur pays.





## Réalisations

Soutien électoral – La transparence et la crédibilité des élections municipales ont été améliorées par les essais du registre des électeurs dans 33 municipalités ainsi que le RPV effectué dans 13 municipalités.

Le Partenariat du Parlement et de la Société civile a permis d'augmenter le dialogue et la compréhension mutuelle entre la société civile et le parlement sur les problèmes sociaux clés par l'organisation de cinq tables rondes entre la société civile et le parlement.

Le Centre de Documentation a augmenté l'accès du public à des connaissances et à de l'information de qualité sur la démocratie, la gouvernance et le processus électoral. Le Centre a acquis plus de 500 titres avec plus de 500 utilisateurs accédant à cette information.

L'EISA a permis d'accroître les connaissances du public et des parties prenantes sur les questions électorales au moyen de discussions publiques et médiatiques.

## Présentation des 12 mois prochains

EISA considère les 12 prochains mois comme le corollaire d'un processus de réforme et d'assistance électorale qui avait commencé en 2005 et s'est terminé avec les élections législatives et présidentielles de 2009. Cela marque aussi le début d'un nouveau programme, qui comprendra encore des activités ayant trait aux élections, mais aura pour objectif d'étendre l'engagement de EISA à promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance au Mozambique. Ce but sera atteint par des activités

Les observateurs entrain de recueillir les informations au bureau national de EISA au Mozambique





qui renforcent la participation civique, telles que la promotion de la participation des femmes à la politique et le renforcement du contrôle des citoyens sur la gouvernance municipale.

Certaines des activités envisagées pour 2009 sont:

### 1. L'appui électoral:

- Effectuer le Recensement Parallèle des Votes (RPV) au second tour de l'élection municipale de Nacala en collaboration avec l'Observatoire électoral.
- Organiser un atelier sur les expériences du RPV en Afrique pour tirer des leçons des expériences similaires dans d'autres pays, identifier les meilleures pratiques, et donner à EISA les capacités pour placer l'organisation à la pointe des opérations du RPV en Afrique.
- Effectuer un exercice de RPV pour les élections législatives et présidentielles de 2009 en collaboration avec l'Observatoire électoral.

### 2. Le Centre de Documentation:

- Continuer à agrandir le Centre du point de vue des livres et documents disponibles et des utilisateurs et visiteurs du Centre.

### 3. La Participation des Femmes en Politique:

- Aider à développer un agenda électoral pour les femmes.
- Recommander qu'il y ait un plus grand nombre de candidates féminines dans les postes à élire.
- Evaluer les besoins de formation des femmes élues dans certaines municipalités.

### 4. Formation Bridge pour les OGE.

### Personnel

- Miguel de Brito
- Zefanias Matsimbe
- Democrito Manyssa
- Anissa Izidine
- Alda Mahumane
- Francisco Langa
- Dito Canazache



## Soudan

### Vue d'Ensemble

L'EISA a entrepris une évaluation à court terme de la topographie des conflits au Soudan. L'exercice d'identification des origines des conflits s'est efforcé de mieux comprendre les défis des conflits auxquels le pays doit faire face, afin que EISA puisse soutenir d'une manière constructive les prochaines élections et jeter les fondements d'un programme plus vaste de prévention des conflits. Pour guider l'exercice d'identification des origines des conflits, de vastes consultations ont eu lieu avec les parties prenantes locales et les partenaires potentiels à Khartoum et à Juba. Les consultations ont permis à EISA de comprendre plus profondément les problèmes, et d'identifier les programmes et les projets existants afin de trouver une synergie entre les organisations existantes participant aux programmes ayant trait au conflit, et d'élaborer le contenu d'un programme de formation à long terme pour les conflits.

La méthodologie utilisée pour produire le document de révision comprenait la localisation indépendante des conflits et la création d'une base de données, ainsi qu'une analyse en profondeur de l'Accord de Paix global (CPA) et les processus de paix connexes au cours de la première phase de la recherche. Le personnel du bureau se composait d'un représentant régional, d'un consultant local et d'un assistant de programme local qui étaient tous basés à Khartoum mais se rendaient régulièrement à Juba dans le Sud.

### Activités

#### Réunions consultatives

Un exercice régional et général de SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) a été entrepris pour évaluer le matériel approprié pour comprendre

la profondeur des conflits et les processus de paix, relier les informations obtenues pour comprendre le processus électoral envisagé le CPA et finalement faire une série de visites à plus de 55 parties prenantes clés. Cela a été effectué d'abord pour définir les acteurs et les processus clés dans l'établissement de la paix et deuxièmement, arriver à des recommandations d'intervention appropriées pour contribuer à la paix pendant la période électorale. Une coïncidence heureuse a fait qu'à la fin du programme, la Commission Electorale Nationale du Soudan a été mise en place. EISA a rencontré certains des nouveaux Commissaires élus.

Ces réunions ont permis à EISA d'avoir une idée des complexités et du contexte au Soudan, des problèmes, des priorités et des inquiétudes des parties prenantes et des aspirations pour les prochaines élections.

### Evaluation

Une évaluation détaillée a été préparée, basée sur les réunions consultatives, les analyses en profondeur et les recherches et lectures supplémentaires, et présentée aux forums consultatifs des parties prenantes à Khartoum et à Juba. A partir de l'évaluation, toute une série de recommandations ont été présentées permettant de gérer et empêcher les conflits ayant trait aux élections, prévues pour février 2010. Elles comprennent une campagne d'information, une campagne de réponses et réactions rapides aux conflits, des initiatives de gestion des conflits au niveau de la communauté et de l'Etat, des panels de médiation dans les conflits avec de multiples parties prenantes, et des comités de liaison pluripartites. Ces forums ont occasionné des discussions animées et interactives et ont donné

aux participants l'opportunité de commencer à explorer des options adéquates pour assurer que les élections de février 2010 aient lieu dans un environnement propice à des élections crédibles, comme gage d'un avenir positif pour le Soudan.

### Réalisations

L'une des réalisations principales de EISA a été d'établir un bureau et d'établir des relations avec les différentes parties prenantes clés. EISA a aussi fait des soumissions pour un engagement à long terme dans la préparation des élections. Depuis qu'elle a présenté l'évaluation aux forums des parties prenantes, EISA a reçu des feedbacks très positifs ainsi que des opportunités pour développer et renforcer les partenariats afin d'assurer le succès des élections.

### Présentation de 2009

EISA cherche à ouvrir un bureau à long terme en 2009, à renforcer les partenariats avec toutes les parties prenantes appuyant l'observation domestique et les programmes d'éducation civique et à mettre en œuvre des mécanismes efficaces de gestion et prévention des conflits ayant trait aux élections.

### Personnel

- Moses Pitso
- Derrick Marco
- Enass Muzamil

# Finances et Administration



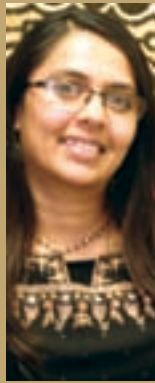
Ilona Tip



Edward Veremu



Mallen Chidawanyika



Dipti Bava



Thandi Kondleka



Peter Maje



Maria Hooper

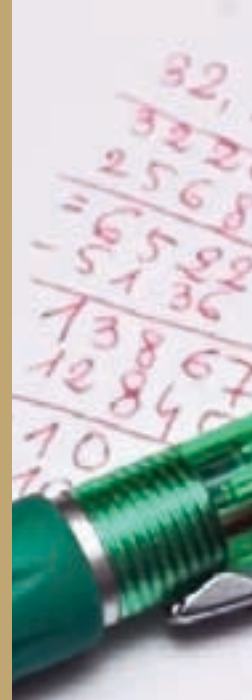
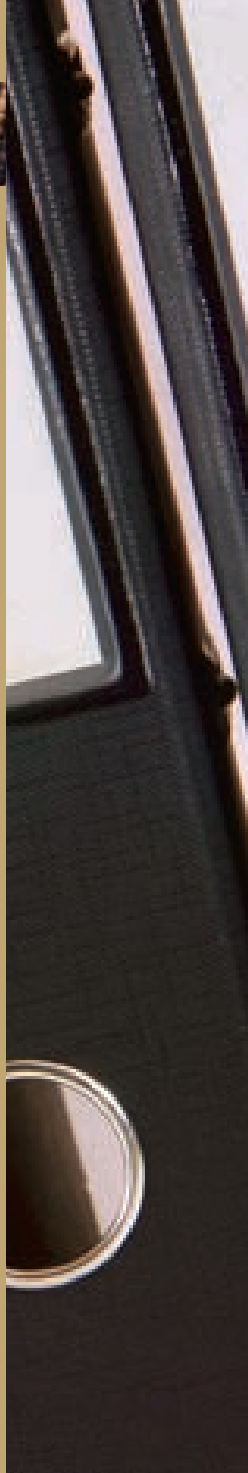


Mathembi Mehlomakulu



Usha Kala





# Finances et Administration

# Etats Financiers

Institut électoral d'Afrique australe

(Association Incorporée sous la Section 21) Enregistrement No. 1996/008257/08

Bilan au 31 décembre 2008

	Marks	2008 R	2007 R
<b>ACTIF</b>		<b>60,143,647</b>	<b>15,231,955</b>
Actifs à long terme		9,569,442	9,742,488
Propriétés et équipements	3	9,569,442	9,742,488
Actifs à court terme		50,574,205	5,489,467
Créances clients et autres créances	4	857,683	358,433
Produit à recevoir – Dons	5	2,438,876	684,804
Produit à recevoir - conseil	6	-	406,209
Encaisse et équivalents de trésorerie	7	47,277,646	4,040,020
<b>TOTAL de l'ACTIF</b>		<b>60,143,647</b>	<b>15,231,955</b>
<b>RESERVES ET PASSIF</b>		<b>60,143,647</b>	<b>15,231,955</b>
Fonds accumulés		8,763,733	2,255,771
Excédent net d'exploitation		4,297,506	(2,210,456)
Fonds de Réduction		999,366	803,296
Fonds de Réserve de réévaluation		3,271,665	3,271,665
Réserve générale		195,196	391,266
Passifs à long terme		2,874,645	3,150,838
Emprunts portant intérêt – Obligation	8	2,874,645	3,150,838
Passif à court terme		48,505,269	9,825,345
Fournisseurs et autres créditeurs	9	1,206,344	1,095,730
Revenu différé – Dons	10	45,065,067	6,225,585
Revenu différé – conseil	11	129,306	-
Tranches d'emprunts portant intérêt	8	356,030	278,537
Provision pour congés payés	12	432,094	557,181
Encaisse et équivalents de trésorerie	7	-	9,924
Sommes remboursables	13	1,316,429	1,659,388
<b>TOTAL DES RESERVES ET PASSIFS</b>		<b>60,143,647</b>	<b>15,231,955</b>

Compte de pertes et profits pour  
l'année finissant le 31 décembre 2008

	marks	2008 R	2007 R
<b>Revenu</b>		<b>56,423,402</b>	<b>22,722,593</b>
Dons		51,370,933	20,317,641
Revenu de conseil – projet		718,002	-
Revenu gagné		2,229,012	2,205,926
Intérêts reçus		239,772	118,097
Gains sur change		1,675,657	-
Bénéfice sur vente d'un actif		-	3,474
Loyer reçu		113,010	-
Produits divers		77,016	77,454
<b>Dépenses</b>		<b>49,915,441</b>	<b>28,511,041</b>
Charges d'exploitation		2,110,141	3,137,772
Dépenses du Conseil		371,336	563,634
Dépenses pour les Ordinateurs		77,943	67,627
Dépréciation		174,396	203,317
Charges financières		272,102	214,240
Pertes sur change		-	246,716
Frais de financement et de soumission		100,481	106,536
Frais de véhicules		26,812	37,759
Frais de Bureau		1,087,071	1,697,942
Salaires et contributions		11,586,688	11,992,280
Intérêts payés		464,722	469,992
Intérêts et débits du fisc		4,390	62,755
Provision pour congés payés		358,354	144,941
Frais du projet non recouvrables		55,630	536,727
Frais du projet		35,335,516	12,166,574
<b>(DEFICIT)/SURPLUS POUR L'ANNÉE</b>		<b>6,507,962</b>	<b>(5,788,449)</b>

# Personnel

## EISA - JOHANNESBURG

- Alka Larkan
- Belinda Musanhu
- Bertha Chiroro
- Beth Strachan
- Catherine Musuva
- Deane Stuart
- Denis Kadima
- Dipti Bava
- Edward Veremu
- Grant Masterson
- Ilona Tip
- Irene Maboea
- Jackie Kalley
- James Gadin
- Karen Ogle
- Kedibone Tyeda
- Khabele Matlosa
- Lucien Toulou
- Maria Hooper
- Martinho Chachua
- Mathembi Mehloamakulu
- Maureen Moloji
- Naphtaly Sekamogeng
- Nkgakong Mokonyane
- Nosipho Mokoena
- Ntokozo Ngidi
- Ntsikelelo Mandita
- Oliva Fumbuka
- Peter Maje
- Sydney Letsholo
- Thandi Kondleka
- Themba Nkwinika
- Titi Pitso
- Usha Kala
- Victor Shale
- Wallen Chidawanyika
- Yvette Ondinga
- Zahira Seedat

## EISA - RDC

- Antoinette Mbumba
- Christophe Ndelika
- Dieudonné Bala
- Drake Orurach
- Fanny Tsimba
- Ferdinand Kapanga
- Hector Lubamba
- Irene Kikondja
- Liliane Bibombe
- Nicole Mibulumukini
- Norbet Tsholuka
- Rombaut Muzodi
- Serges Kavuanda
- Vincent Tohbi
- Yves Mupende

## EISA - MAPUTO

- Alda Mahumane
- Anissa Izidine
- Democrito Manyissa
- Dito Descansar
- Francisco Langa
- Miguel de Brito
- Zafanias Matsimbe

## EISA - MADAGASCAR

- Nirina Rajaonarivo
- Serzhino Biharisoa

## EISA - SOUDAN

- Derrick Marco
- Enass Muzamil
- Moses Pitso

## EISA - CÔTE D'IVOIRE

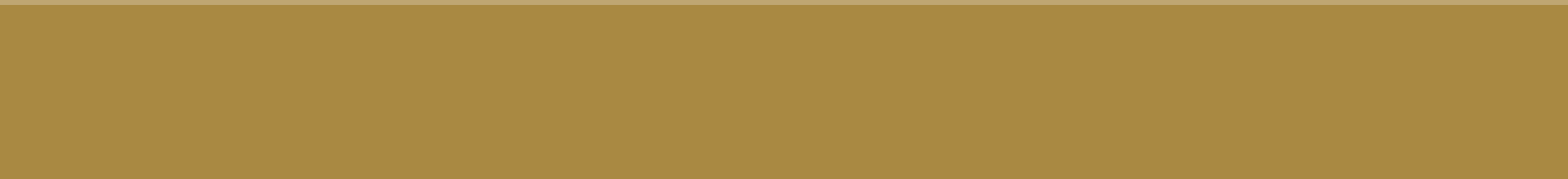
- Dieudonné Tshiyoyo
- Naromba Kaba
- Simon Amalaman Binde

# Donateurs de l'EISA

- Canadian High Commission (CIDA)
- Charles Stewart Mott Foundation (MOTT)
- Danish Ministry of Foreign Affairs (DMFA)
- Development Cooperation Ireland (DCI)
- Department for International Development (DFID)
- L'Union Européenne (UE)
- Norwegian Ministry of Foreign Affairs (NMFA)
- Open Society Foundation for South Africa (OSF-SA)
- Swedish International Development Co-operation Agency (Sida)
- Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
- L'Ambassade de Finlande
- L'Ambassade Royale du Danemark
- The United Nations Democracy Fund (UNDEF)
- The United Nations Development Programme (UNDP)









14 Park Road Richmond, Johannesburg South Africa  
P.O. Box 740 Auckland Park 2006, Johannesburg South Africa  
Tel + 27 (0)11 482 5495 Fax + 27 (0)11 482 6163  
Email [eisa@eisa.org.za](mailto:eisa@eisa.org.za) Website [www.eisa.org.za](http://www.eisa.org.za)

